12e année — N° 214 — 10 Janvier 1936 Prix : 2 francs

la Révolution prolétarienne

REVUE BIMENSUELLE SYNDICALISTE REVOLUTIONNAIRE

CEDIAS BIBLIOTHÈQUE MUSÉE SOCIAL

DANS CE NUMÉRO :

R. LOUZON

Espagne fin 1935...

■

M. CHAMBELLAND

Bilan 1935 - Perspectives 1936

■

L'Antifascisme contre la République !

ADMINISTRATION ET RÉDACTION, 54, rue du Château-d'Eau — PARIS (10e)

LA RÉVOLUTION PROLÉTARIENNE

Revue bimensuelle syndicaliste révolutionnaire

(Paraissant le 10 et le 25)

◆

CONDITIONS D'ABONNEMENT

FRANCE, ALGERIE, COLONIES

Trois mois	10 fr.
Six mois	20 »
Un an	40 »

EXTERIEUR

Trois mois	13 fr.
Six mois	26 »
Un an	50 »

◆

ADRESSER LA CORRESPONDANCE

concernant la Rédaction et l'Administration à la *Révolution Prolétarienne* 54, rue du Château-d'Eau, Paris-10e

◆

PERMANENCE :

Tous les soirs, de 18 à 19 heures

◆

Téléph. : **BOTzaris 21-02**

◆

UTILISER POUR LES ENVOIS DE FONDS

notre compte chèques postaux : *Révolution Prolétarienne* 734-99 Paris

SOMMAIRE DU N° 214 (10 Janvier 1936)

Espagne fin 1935 ..... R. LOUZON.
Bilan 1935. Perspectives 1936 ..... M. CHAMBELLAND.
Le sauvetage de la République par l'extension des lois scélérates ! ..... R. L.

Parmi nos lettres

La *R.P.* plus nécessaire que jamais.

Renaissance du syndicalisme

La douche de Magic-City (J. BARRUÉ). — Rectifions une erreur : l'article 7 des statuts de la C.G.T.U. a été abrogé... en 1933 (M. CH.). — Le referendum dans le Livre. — Succès des ex-unitaires dans la Somme (R. BARBET). — Dans l'Aude : Unité contre le Syndicalisme (P. ALBERT). — Les syndicats américains vont-ils sortir de leur isolement ?

Livres, Revues, Journaux

Georges Sorel : « D'Aristote à Marx » (R. L.). — « Six ans chez les Croix de Feu ». — R. Louzon : « L'Economie capitaliste » (J. PÉRA). — Un mot de Radek. — Un livre d'Emile Guillaumin. — Revue Internationale du Travail. — Trotsky en exil.

La vérité sur l'U.R.S.S.

Sans commentaires... — La méthode Stakhanov : Chez les mineurs (G. DUMOULIN). — Dans le Textile.

Contre la guerre et l'union sacrée

La situation militaire en Ethiopie. — Radek et la guerre. — Une circulaire patriotique de Maurice Thorez. — Léninisme gazeux.

La Ligue Syndicaliste

La Ligue Syndicaliste se propose :

De faire prédominer dans les syndicats l'esprit de classe sur l'esprit de tendance, de secte ou de parti, afin de réaliser le maximum d'action contre le patronat et contre l'Etat ;

De participer à l'œuvre d'éducation syndicale en procédant à l'examen des problèmes pratiques et théoriques posés devant le mouvement ouvrier, et en préconisant la formation de Cercles d'études syndicales ;

De maintenir vivant le précepte de la Première Internationale, d'après lequel l'émancipation des travailleurs ne sera l'œuvre que des travailleurs eux-mêmes.

Collection de la « Révolution Prolétarienne »

PRÉCIS DE GÉOGRAPHIE ÉCONOMIQUE

par J. F. HORRABIN
traduit de l'anglais par J. PÉRA
(45 CARTES)

Prix : 9 francs *QUATRIÈME MILLE*

DEUX ANS D'INDOCHINE

UN FLEUVE DE SANG

UNE BROCHURE

Prix : **UN** franc

Expédiés franco contre un mandat envoyé à notre compte de chèques postaux : *Révolution Prolétarienne*, 54, rue du Château-d'Eau, Paris-10e (Compte n° 734-99 Paris).

ESPAGNE FIN 1935...

J'ai eu l'occasion, en novembre dernier, d'aller en Espagne; j'y ai vu un certain nombre de camarades; je vais tâcher d'exposer l'essentiel de ce qu'ils m'ont dit touchant, d'une part, la situation politique générale, d'autre part, la situation du mouvement ouvrier.

Le royaume d'Aragon

Mais d'abord, une observation préliminaire.

Les camarades que j'ai vus sont exclusivement des camarades de Barcelone et de Valence. C'est donc de la situation vue de ces deux villes et du mouvement ouvrier dans cette région seulement dont je me trouverai parler. Chose très importante en Espagne, car on sait combien l'Espagne n'est pas *une* ; les différents séparatismes : catalan, basque, galicien... en sont une illustration bien connue.

Il n'est peut-être pas inutile de commencer par insister sur ce point capital.

L'Espagne est fondée sur un énorme contraste : elle est formée d'un immense plateau, la *Meseta*, de climat rude et au sol pauvre, désolé et presque inculte, bordé sur presque tout son pourtour d'une zone littorale plus ou moins large, de climat tempéré et au sol riche, riante et intensément cultivée.

Ce riche pays périphérique est trop étiré le long des côtes pour constituer une unité; il a suffi de quelques accidents géographiques pour le morceler en régions distinctes dont chacune forme presque un monde à part, et qui n'ont de liens que par l'intermédiaire de la Meseta centrale (avec Madrid au centre) qui leur a imposé une unité artificielle en les dotant d'une armature politique, bureaucratique et militaire qu'elle leur a elle-même fournie, et qui en a fait un Etat unique.

Cependant, dans cette zone périphérique, il est une région, ou plutôt un groupe de trois régions, dont les liens sont suffisamment étroits, la richesse de chacune suffisamment grande et leur superficie totale suffisante (près du cinquième de la superficie de l'Espagne et plus du cinquième de sa population) pour former un ensemble distinct pouvant aspirer à vivre d'une vie propre, indépendante du centre et des autres régions périphériques. Cet ensemble — et ce n'est sans doute pas une simple coïncidence — est celui qui constituait l'ancien royaume d'Aragon à l'époque où le mariage de Ferdinand d'Aragon et d'Isabelle de Castille, en réunissant les deux royaumes, celui de la Méditerranée et celui de la Meseta, créa l'Etat espagnol tel que nous le connaissons aujourd'hui.

Des trois régions qui constituent cet ensemble, deux au moins sont les plus riches de l'Espagne : la Catalogne, avec Barcelone, première ville industrielle d'Espagne, grand centre du textile et de la mécanique, le « Levant » avec Valence et ses prodigieuses « huertas » qui, sur 200 kilomètres de longueur et une quinzaine de kilomètres de largeur en moyenne, offrent le spectacle unique d'une véritable culture de jardin quasi ininterrompue, fournissant à foison légumes, fleurs, oranges, raisins, riz, etc... La troisième région, constituée par l'Aragon proprement dit avec Saragosse, est d'une richesse moindre mais non négligeable, grâce à la zone irriguée de la vallée de l'Ebre qui en fait le grand centre betteravier espagnol; le développement des irrigations de cette vallée portera d'ailleurs peut-être prochainement la richesse de cette troisième région au niveau de celle des deux autres.

C'est donc à cet ensemble, et à cet ensemble seulement, qu'il faudra appliquer ce qui va suivre, et lorsqu'on y parlera de toute l'Espagne, ce sera de l'Espagne vue de là.

LA SITUATION POLITIQUE GÉNÉRALE

En ce qui concerne la situation politique générale de l'Espagne, tous les camarades que je vis, ou presque, furent d'accord. C'était quelques semaines avant la démission du ministère Chapaprieta, mais après que le « scandale des jeux » eut mis en pleine lumière — une fois de plus — l'énorme corruption du parti radical qui, en Espagne, est avant tout le « parti des voleurs » (ce qui n'est d'ailleurs pas spécial à l'Espagne). Le scandale avait non seulement obligé le grand chef des voleurs et du radicalisme, Lerroux en personne, à cesser d'être président du conseil et même simple ministre, mais il avait considérablement affaibli et disloqué tout le parti radical. Comme, d'autre part, celui-ci constituait avec le parti clérical de Gil Robles le « bloc gouvernemental » au pouvoir depuis les dernières élections, sa décomposition ne laissait possibles que deux issues : ou bien Gil Robles, clérical et « philofasciste » comme on dit en Espagne, profiterait d'être débarrassé de son allié radical pour assumer le pouvoir à lui tout seul, fût-ce au moyen d'un coup d'Etat, ou bien la dissolution du bloc gouvernemental rendant impossible la composition d'un gouvernement ayant la majorité à la Chambre, entraînerait la dissolution de celle-ci.

Pas de coup d'Etat

De ces deux solutions, tous les camarades que j'ai vus prévoyaient que ce serait la seconde qui prévaudrait, car Gil Robles n'oserait pas tenter un coup d'Etat, où — s'il le tentait — il échouerait.

Ce qui aurait pu faire craindre particulièrement un coup d'Etat du genre de celui de Primo de Rivera, de la part de Gil Robles, c'est que Robles était, depuis déjà assez longtemps, ministre de la guerre. Il avait donc eu la possibilité de mettre aux postes « stratégiques » des généraux à sa dévotion. Mais un coup d'Etat, même strictement militaire, semblait difficile à réaliser pour plusieurs raisons : d'abord il était probable qu'une bonne partie de l'armée, même parmi les officiers et les hauts fonctionnaires, ne marcherait pas ; d'autre part, l'armée (dont la discipline est très lâche) est en Espagne une force relativement faible; ce qui y compte comme force armée, ce n'est pas l'armée proprement dite, mais la police armée, c'est-à-dire : garde civile, gardes d'assaut, carabiniers, — l'équivalent de notre garde mobile en un mot. Or, cette armée policière ne dépend pas du ministre de la Guerre (ce qui désolerait Daladier !), de sorte que le président de la République, Alcala Zamora, avait

toujours pu y avoir ses généraux à lui, et qu'on savait que Zamora ne voulait pas de coup d'Etat (1).

Les prévisions de nos camarades ont été, comme l'on sait, jusqu'ici confirmées par les faits. Le ministère Chapaprieta, incapable d'assurer le vote de ses projets financiers par sa majorité en décomposition, a dû démissionner; Gil Robles n'a pas fait de coup d'Etat, bien que le président de la République ait refusé de lui confier le soin de former le nouveau gouvernement; et le ministère Portela Valladares, où le ministre de la guerre n'est plus Gil Robles, ne fut formé que pour dissoudre la Chambre et procéder à de nouvelles élections. Le remaniement subi, peu après sa formation, par ce ministère ne fit qu'affirmer davantage cette orientation.

La première étape prévue par nos camarades : de nouvelles élections au printemps prochain ou plus tard, paraît donc jusqu'ici virtuellement franchie.

Que donneront les élections ?

Mais que va-t-il se passer aux élections et après ?

Là encore l'avis est unanime. Aux élections, ce seront cette fois les « gauches » qui l'emporteront.

Elles l'emporteront parce que, même aux dernières élections, ce sont elles qui ont eu la majorité des voix; si elles n'ont pas eu la majorité des députés, c'est seulement parce que la gauche est allée au scrutin dans un état de division plus grand que la droite, mais cette fois il est à peu près certain que les partis de gauche parviendront à présenter une liste unique allant des modérés aux communistes.

D'autre part, les gauches l'emporteront aussi du fait que leur nombre de voix sera plus élevé qu'aux élections précédentes, les partis de droite ayant montré leur totale impuissance au cours de leur année de pouvoir.

Les « gauches » seront donc victorieuses; ce ne sera pas une victoire aussi éclatante qu'aux élections qui suivirent immédiatement la Révolution, mais une victoire suffisante néanmoins pour leur assurer la majorité.

Et après ?

(1) Il va sans dire que ces raisons ne sont que les causes *immédiates* qui empêchent un coup d'Etat, mais qu'elles sont dues elles-mêmes à des causes plus profondes.

La plus importante de celles-ci me paraît avoir été l'insurrection des Asturies. Je dis bien : *l'insurrection des Asturies* et non le *mouvement d'octobre*, car ailleurs qu'aux Asturies, et notamment à Barcelone, ce mouvement n'a pas été sérieux.

La rapidité avec laquelle éclata l'insurrection asturienne, mouvement tout spontané, dû uniquement à l'initiative de militants locaux, ni préparé ni ordonné, quoi qu'on ait voulu en prétendre, par les organisations centrales, — la manière dont en peu de jours l'insurrection engloba toute la population ouvrière, femmes comprises, enrôlant quelque 50.000 combattants, — l'enthousiasme qui animait cette masse, les sacrifices inouïs qu'elle accepta sans sourciller durant 15 jours, — son héroïsme, en un mot, révélèrent à tous, et surtout aux bourgeois, la profondeur du sentiment populaire.

Plus ou moins consciemment, la bourgeoisie sentit qu'un tel sentiment ne pouvait être impunément froissé au delà d'une certaine limite : cette limite, c'était, pour le moins, le maintien de la République.

On a souvent dit que si la République française a été maintenue après 71, c'est à la Commune de Paris qu'elle le dut; on pourra dire de même, si la République espagnole survit, que c'est à la Commune des Asturies qu'elle l'aura dû.

Après ? Le premier acte des gauches au pouvoir sera de *voter l'amnistie*.

« L'amnistie, c'est cela, pour nous, l'essentiel », m'ont dit tous les camarades ; il y a encore, à l'heure actuelle, 30.000 détenus au bas mot (le chiffre exact n'est pas connu) qui sont incarcérés, depuis les événements d'octobre; la première tâche est de les libérer, et les élections nous en fourniront le moyen. »

Signalons à ce sujet qu'un militant anarchiste de Barcelone me disait que dans les circonstances actuelles il considérait comme tout à fait impolitique de la part de la C.N.T. (2) de développer son habituelle propagande abstentionniste : « Les 30.000 détenus, me disait-il, ont des proches, femmes, enfants, frères ou parents, qui sont au moins au nombre de quatre en moyenne pour chacun d'eux; cela fait donc 150.000 personnes, presque tous des ouvriers, des révolutionnaires ou des sympathisants révolutionnaires, qui sont directement intéressées à l'amnistie ; comment, dès lors, voulez-vous leur dire de ne pas voter, alors qu'ils savent que c'est en partie de leur vote que dépend l'amnistie ! Peut-être vous applaudiront-ils en un grand moment d'enthousiasme quand vous leur montrerez l'héroïsme qu'il y a de leur part à s'abstenir, mais après... ils iront voter. »

J'énonce ici le problème tel qu'il m'a été énoncé à moi-même; je ne prétends pas le résoudre.

Le symbole Azana

Et après l'amnistie ?

— *Après, ce sera la vraie lutte qui commencera*, m'a dit un camarade de Valence.

— Comment cela ?

— *Connaissez-vous Azana ?*

— Comme tout le monde.

— *Eh bien! Azana, dernier président du Conseil sous les Cortès constituantes, élu très difficilement à la Chambre actuelle, chef d'un petit parti réduit à un demi-quarteron de députés, jouit à l'heure actuelle, dans toute l'Espagne, d'une réputation formidable. Il est devenu le centre de toute une mystique ; il est le personnage symbolique autour duquel se rassemble tout ce que l'Espagne compte de républicains : intellectuels, boutiquiers ou ouvriers; il est — non pas l'animateur — mais le drapeau d'une coalition populaire antiréactionnaire comme on en a rarement vu.*

Sa popularité date du grand meeting de Madrid qui, après les quelques mois de tassement bien compréhensible qui suivirent l'échec d'octobre, sonna le réveil des forces de gauche. Azana, qui avait été incarcéré plusieurs mois sous la seule charge de s'être trouvé à Barcelone lors des événements, était enfin libre ! Un grand meeting fut organisé à Madrid en son honneur, et, pour ce meeting, toutes les forces républicaines, toutes les organisations, depuis celles des républicains bourgeois jusqu'aux anarchistes [la participation de ceux-ci m'avait déjà été indiquée par l'un des camarades dirigeants de la C.N.T. de Barcelone] *s'employèrent à fond pour que ce meeting fut un succès. De son succès ou de son échec dépendait en effet l'atténuation ou le renforcement de la répression, notamment la suspension ou la continuation des exécutions capitales. Ce fut un succès, un énorme succès : 400.000 personnes y assistèrent.*

(2) Je rappelle que la C. N. T. (*Confédération Nationale du Travail*) est l'organisation syndicale espagnole indépendante des partis politiques, par opposition avec l'U. G. T. (*Union Générale des Travailleurs*), organisation syndicale liée au parti socialiste.

— Hein ? Vous dites quatre cent mille ?

— *Oui, et même plus, exactement quatre cent cinquante mille. C'est le chiffre officiel, accepté par tout le monde, y compris nos adversaires.*

Le chiffre vous étonne? Pour l'Espagne, il n'est cependant pas très étonnant. Certes, il constitue un record, mais, d'une façon générale, nos meetings, depuis la République, réunissent des foules dont en France vous n'avez guère idée. Ici, un meeting où il n'y a que 5 *à* 10.000 *auditeurs est considéré comme un four noir. Lorsque nous pouvons disposer d'une plazza de toros, nous la remplissons presque toujours, et dans les grandes villes les plazzas de toros contiennent plusieurs dizaines de milliers de personnes; ici, à Valence, les meetings de* 40.000 *personnes sont courants.*

Donc, le meeting Azana, qui eut lieu sur de vastes terrains loués tout exprès aux environs de Madrid, réunit près d'un demi-million de personnes, et depuis lors Azana est devenu le grand homme, le Sauveur en qui chacun espère.

L'éternel drame

— En somme, Azana jouit actuellement d'une situation assez comparable à celle qu'avait Lamartine aux débuts de la Révolution de 48 ?

— *Tout à fait pareille. D'autant plus que tout comme Lamartine Azana n'est pas un politicien professionnel. C'était un professeur, un pur intellectuel, qui ne s'est trouvé jeté dans la politique que du fait de la Révolution.*

Mais ce n'est pas seulement la personne d'Azana et sa popularité qui rappellent le 48 *français, c'est toute la situation politique. Le drame va, en effet, être celui-ci :*

Si, comme tout le laisse supposer, les gauches sortent victorieuses des prochaines élections, le premier président du Conseil du nouveau Parlement sera Azana. Or Azana est un républicain tout ce qu'il y a de plus modéré — un républicain qui n'entend pas aller au delà de la « réforme agraire » votée par les Cortès constituantes, réforme qui n'en est pas une. *Réforme qui ne s'applique qu'à un très petit nombre de grandes propriétés, et qui, même pour celles-ci, ne donne la terre aux paysans que contre des indemnités à verser aux anciens propriétaires, indemnités qui, en dernier ressort, seront payées par le paysan, dont le sort ainsi ne sera pas amélioré.*

Or il est bien certain que l'immense majorité de ceux qui aujourd'hui suivent Azana parce qu'il est le symbole de la lutte contre la fripouillerie radicale et le fascisme clérical, attend autre chose; elle est beaucoup plus « avancée » que son « chef ». Celui-ci s'en rend d'ailleurs parfaitement compte, je le sais d'une façon certaine. Mais, comme c'est un type honnête, il se refusera, quoi qu'il arrive, à adopter des idées qui ne sont pas les siennes, à faire une politique qui serait celle de ceux qui l'ont porté au pouvoir, mais qui n'est pas la sienne.

Ce sera donc la rupture inévitable entre, d'une part, Azana et les républicains bourgeois qui pensent comme lui, et, d'autre part, le grand mouvement populaire qui aura cru en lui. Après février 48, *ce sera juin* 48. *Ce sera la même situation que celle qu'on retrouve dans presque toutes les révolutions de notre époque : celle de* 70 *et* 71, *et, plus récemment, celle de Chine lors de la rupture de Chang Kaï Shek avec les communistes.*

Ce sera alors le moment décisif pour le mouvement prolétarien. C'est à ce moment que, pour nous, commencera véritablement la lutte.

⁂

Tel est le tableau succinct qui m'a été tracé de la situation politique générale espagnole. Si je m'y suis attardé peut-être un peu trop longuement, c'est que c'est en quelque sorte devant cette toile de fond que le mouvement ouvrier proprement dit va avoir à jouer, dans les mois qui viennent, sa partie.

Arrivons maintenant à la chose la plus importante : le mouvement ouvrier. Quelle est aujourd'hui sa situation ? Je vais tâcher de l'indiquer en spécifiant bien, encore une fois, qu'il ne s'agit que du mouvement ouvrier de l'ancien royaume d'Aragon (Barcelone, Valence, et sans doute Saragosse) et qu'on ne saurait donc généraliser à toute l'Espagne les remarques qui vont suivre.

(*à suivre.*) R. LOUZON.

Que faire pour la "R. P." ?

Un abonné nouveau

BILAN 1935 -:- PERSPECTIVES 1936

Une année prend fin, une autre commence. Le fait est banal. Mais l'habitude est bonne d'en profiter pour dresser, en quelques chiffres et lignes, le bilan de ce qu'on a fait et l'esquisse de ce qu'on veut faire. Nous le ferons cette fois comme toutes les précédentes. Nos livres étant mieux tenus que ceux de l'Etat et de maintes collectivités, voici tout d'abord nos comptes au 31 décembre 1935 :

I. — NOS COMPTES DE L'ANNÉE 1935

Recettes « R.P. »		Dépenses « R.P. »	
Abonnements et réabonnements	41.150 79	Impression et expédition	35.837 40
Abonnements de soutien	4.394 50	Recouvrements	1.480 15
Vente au numéro	2.935 79	Correspondance et divers	5.994 02
Souscription	2.065 25	Loyer et entretien	4.122 50
Selfior	23 25	Déplacements, journaux, téléphone	2.284 65
Brochures	6 »	Amortissement des dettes	2.500 »
Total	50.575 58	Total	52.218 72

II. — RÉCAPITULATION DES OPÉRATIONS DE CAISSE 1935

1° Recettes « R.P. »	50.575 58	1° Dépenses « R.P. »	52.218 72
2° Recettes Editions	3.533 20	2° Dépenses Editions	1.555 65
3° Recettes diverses	200 »	3° Dépenses diverses	815 90
Recettes de l'année	54.308 78	Dépenses de l'année	54.590 27
En caisse au 1er janvier 1935 (espèces : 204 fr. 09; chèque : 1.192 fr. 57)	1.396 66	En caisse au 31 décembre 1935 (espèces : 261 fr. 39; chèque : 853 fr. 78)	1.115 17
Total	55.705 44	Total égal	55.705 44

Ceux de nos amis qui s'intéressent à la vie matérielle de la revue se reporteront à nos chiffres pour l'année 1934, publiés, conformément à nos habitudes, dans le n° 190, du 10 janvier 1935. Que verront-ils ? Notamment, une regrettable diminution de nos chapitres de recettes : abonnements et réabonnements, 4.200 francs en moins; abonnements de soutien, 1.800 francs en moins; au total, baisse de 6.000 francs.

Seule, la vente au numéro a augmenté de 500 francs.

Quant à la souscription, elle est demeurée à peu près stationnaire.

Côté dépenses, c'est à des augmentations que nous avons affaire. Les dépenses d'impression et d'expédition, c'est-à-dire les dépenses essentielles, ont augmenté de 1.300 francs, et encore faut-il ajouter qu'au 31 décembre 1935 nous devons un numéro de plus qu'au 31 décembre 1934 : cela nous fait, en réalité, 2.700 francs d'impression de plus en 1935 qu'en 1934. Cette augmentation est due au transfert de Cannes à Paris où les tarifs syndicaux sont plus élevés. Elle ne pourra qu'être supérieure en 1936, car nos dépenses de 1935 ne comprennent que 18 numéros à la Cootypographie, les 6 premiers de l'année ayant encore été faits à Cannes.

Légère baisse des frais de recouvrement et de correspondance.

Mais augmentation sensible du loyer et des frais d'entretien consécutive à notre transfert au 2e étage et à la mise en état des deux pièces que nous y avons. Dépense nouvelle du téléphone.

Enfin, si nous avons amorti au cours de l'année pour 2.500 francs de vieilles dettes, notre passif n'a cependant pas diminué, car nous avons pris un numéro de retard et nous avons augmenté les avances Editions. Voici d'ailleurs la comparaison des passifs 1934 et 1935 :

DETTES AU 31 DECEMBRE 1934		DETTES AU 31 DECEMBRE 1935	
Impression (1 numéro)	1.200 »	Impression (2 numéros)	2.800 »
Divers fournisseurs	2.160 35	Divers fournisseurs	910 35
Dû sur prêt D...	2.000 »	Dû sur prêt D...	2.000 »
Avances Editions	9.141 72	Avances Editions	9.619 27
Total	14.502 07	Total	15.329 62
Actif à déduire	1.396 66	Actif à déduire	1.931 07
Passif net au 31 décembre 1934.	13.105 41	Passif net au 31 décembre 1935.	13.398 55

Quelques explications s'imposent au sujet du compte avances Editions. Y sont réunis : les avances faites par Louzon pour l'impression du Précis de Géographie économique *et de la brochure* Un Fleuve de Sang, *compte tenu de nos reversements, et 2°, le boni de la vente de ces deux ouvrages. Nous y avons ajouté les premières recettes de l'*Economie capitaliste *en attendant de pouvoir établir le compte de cette édition sur la base du prix de revient du volume.*

A fin 1935, *le boni Horrabin est de* 3.516 *fr.* 82. *Par contre, la brochure est encore en déficit de* 352 *francs. Les premières ventes de l'*Economie capitaliste *ont atteint* 1.119 *fr.* 25. *Il est à prévoir que le prix de revient de l'*Economie *dépassera ces sommes : nous avons donc eu raison de les porter au passif.*

Empressons-nous d'ajouter qu'il existe un stock de chacun de ces ouvrages, donc des recettes en puissance, pour peu que nos amis veuillent s'employer à les vendre !

Mais revenons à l'ensemble de notre situation.

En 1935, *elle ne s'est pas aggravée. Mais elle ne s'est pas améliorée non plus, comme nous en avions formé l'espoir au début de l'année. D'un mot, on pourrait dire qu'elle est stationnaire, qu'elle est étale.*

Cependant, la diminution de nos recettes provient d'une baisse du nombre de nos abonnés. Voici, à ce sujet, notre recensement comparé :

IV. — NOMBRE D'ABONNÉS AU 31 DÉCEMBRE 1934 ET AU 31 DÉCEMBRE 1935

DÉPARTEMENTS	1934	1935	DÉPARTEMENTS	1934	1935	DÉPARTEMENTS	1934	1935
Paris	221	235	Eure	4	5	Nord	31	20
Seine	173	160	Eure-et-Loir	1	»	Oise	8	8
Seine-et-Oise	82	71	Finistère	30	29	Orne	3	2
Ain	10	12	Gard	3	3	Pas-de-Calais	9	6
Aisne	10	13	Haute-Garonne	5	4	Puy-de-Dôme	15	14
Algérie	31	31	Gers	1	1	Basses-Pyrénées	13	10
Allier	10	9	Gironde	29	25	Hautes-Pyrénées	1	2
Basses-Alpes	2	2	Hérault	11	8	Pyrénées-Orient.	2	2
Hautes-Alpes	1	1	Ille-et-Vilaine	4	5	Bas-Rhin	1	2
Alpes-Maritimes	31	22	Indre	15	14	Haut-Rhin	»	»
Ardèche	18	13	Indre-et-Loire	5	6	Rhône	62	51
Ardennes	5	3	Isère	8	7	Haute-Saône	1	1
Ariège	2	3	Jura	6	4	Saône-et-Loire	6	6
Aube	4	4	Landes	6	4	Savoie	2	1
Aude	2	4	Loir-et-Cher	1	1	Haute-Savoie	19	19
Aveyron	1	1	Loire	54	59	Seine-et-Marne	6	4
Belfort	1	1	Haute-Loire	16	15	Seine-Inférieure	25	24
Bouches-d.-Rhône	12	11	Loire-Inférieure	5	3	Deux-Sèvres	1	1
Calvados	8	8	Loiret	3	6	Somme	10	8
Cantal	5	5	Lot	1	1	Tarn	2	2
Charente	6	5	Lot-et-Garonne	5	5	Tarn-et-Garonne	»	1
Charente-Infér.	5	4	Maine-et-Loire	2	5	Var	10	8
Cher	4	6	Manche	1	»	Vaucluse	1	2
Corrèze	5	3	Marne	14	10	Vendée	6	8
Corse	1	2	Haute-Marne	»	1	Vienne	4	4
Côte-d'Or	2	8	Maroc	1	2	Haute-Vienne	11	10
Côtes-du-Nord	10	8	Mayenne	1	2	Vosges	8	8
Creuse	4	2	Meurthe-et-Mos.	5	4	Yonne	5	2
Dordogne	1	4	Morbihan	12	14	Colonies	6	7
Doubs	6	7	Moselle	»	1	Extérieur	48	40
Drôme	10	10	Nièvre	5	6			
						TOTAUX	1 253	1.191

Sauf erreur ou omission, nous voilà donc à 1.191 *abonnés au lieu de* 1.253 *à fin* 1934.

Ce tableau comparatif permet de voir les coins où nous avons baissé et ceux où nous avons monté, ceux-ci malheureusement moins nombreux que ceux-là.

D'ailleurs, une réserve est à faire : dans ce chiffre de 1.191 *abonnés sont compris un peu plus d'une centaine d'abonnés en retard, c'est-à-dire de camarades qui, depuis six mois, ont laissé revenir impayée la quittance présentée par la poste.*

Nous venons de leur demander de se mettre à jour. Ils ont continué à recevoir régulièrement la revue. Nous sommes sûrs qu'ils auront à cœur de nous couvrir des frais que nous avons faits et qu'au surplus ils nous resteront fidèles.

Aux camarades émus par notre baisse, nous sommes prêts à envoyer par retour la liste des abonnés de la région qui les intéresse : c'est indispensable pour reconquérir le terrain perdu.

IL FAUT FAIRE MIEUX !

Situation de caisse stationnaire. Nombre d'abonnés en baisse de 62 *dans l'année. Tel est notre « rapport financier ».*

Pourquoi ce recul du nombre de nos abonnés ? Nous n'en connaissons que trop la cause générale. C'est la crise, qui, toujours, pèse de tout son poids sur les travailleurs de l'industrie privée, sur les gars du Bâtiment comme sur les métallurgistes, sur les dockers comme sur les mineurs, sur les tisserands comme sur les ouvriers du Livre.

Ceux-là mêmes qui devraient former le gros des lecteurs d'une revue syndicaliste révolutionnaire sont, depuis des mois et des années, dans la quasi-impossibilité d'ouvrir leur porte-monnaie pour elle.

La fraction numériquement plus importante de nos abonnés, nos camarades travailleurs des services publics, a, à son tour, vu s'abattre sur elle les diminutions de salaires par les décrets-lois Laval-Herriot-Frossard. Dans le lot, ménages de fonctionnaires et débutants ont été odieusement frappés. Il faut le reconnaître, l'attaque contre les traitements de nos amis instituteurs, postiers, cheminots, gaziers, électriciens, travailleurs des départements et des communes, nous a coûté un certain nombre d'abonnements.

Le succès gouvernemental n'a été possible que parce qu'il y a eu carence des organismes syndicaux responsables. Depuis juillet, nous nous efforçons de montrer la duperie de toujours remettre la riposte à plus tard, de faire confiance à l'énergie hypothétique d'un gouvernement à naître, de laisser inemployée la force du syndicat. Sommes-nous compris ?

Nous le serons. Petit à petit, les yeux s'ouvrent. Ils s'ouvriront plus vite si la R.P. *et ses amis poursuivent en* 1936 *la besogne de* 1935, *s'ils font mieux en* 1936 *qu'en* 1935. *Pour prendre leur revanche, nos amis des services publics doivent faire renaître l'esprit de lutte dans leurs organisations. En diffusant la* R.P., *ils y travailleront.*

Nous sommes si peu découragés que nous avions pensé à un effort plus large. Oui, devant la nécessité de travailler plus activement à la renaissance du syndicalisme d'action, nous nous étions dits que nous pourrions peut-être faire la R.P. *hebdomadaire, sous forme journal, à prix réduit et à grande circulation. Et nous avions, fin novembre, procédé à une consultation volontairement limitée à deux cents camarades.*

« *L'année* 1936, *disions-nous dans notre lettre, sera une année décisive, une* année pivot, *avec la réalisation de l'unité syndicale, la crise du front populaire, l'offensive des ligues fascistes, les dangers de guerre.* »

Réponses reçues et avis donnés ont été trop partagés pour que nous ayons pu nous décider à courir les risques de l'entreprise. Pour les uns, l'hebdomadaire était indispensable et possible. Pour les autres, le moment était mal choisi et c'était aller à la catastrophe. Nous avons donc renoncé à l'hebdomadaire.

Mais nous abordons 1936 *avec la volonté de continuer et de développer la revue. Il le faut. C'est nécessaire. Les raisons qui nous avaient fait envisager l'hebdomadaire n'ont pas disparu. Elles nous invitent à étendre notre activité en faveur de la revue. Elles nous commandent d'aborder la douzième année de la* Révolution Prolétarienne *avec le désir de faire plus et mieux.*

GRANDES LIGNES DE NOTRE EFFORT

Nous sommes tentés de nous retourner du côté rédaction et d'établir maintenant, après l'exposé de notre situation matérielle, une sorte de « rapport moral ».

Nous ne le ferons pas, laissant le soin de nous juger à l'ami, au lecteur. A lui de feuilleter les 24 *numéros de* 1935, *de les relire, et de dire s'il en a eu pour son argent.*

Il semble toutefois nécessaire de répéter que la Révolution Prolétarienne *est une coopérative intellectuelle du mouvement ouvrier et social et que toutes les opinions sérieuses sur les questions posées à ce mouvement y peuvent être publiées sans que nous demandions à personne de modifier, voire d'atténuer sa pensée.*

Il n'y a aucune censure à la R.P.

On a dit que les lecteurs d'un journal ne cherchaient pas dans ce journal une opinion, mais qu'ils y voulaient trouver leur opinion. Nos collaborateurs apportent leur opinion comme le maçon apporte sa pierre. Ceux de nos lecteurs qui ne pensent pas comme eux ont pour devoir de nous écrire. Nous ferons place à leur point de vue. Ce qu'ils n'ont pas le droit de faire, c'est de se désabonner parce qu'un article n'a pas traduit leur pensée.

La Révolution Prolétarienne *est la seule revue qui puisse se permettre un tel luxe de liberté, donner un tel exemple de tolérance.*

Cela dit, que pourront être, en 1936, *les grandes lignes de notre effort ?*

Nous avons salué l'unité syndicale avec joie. Mais notre contentement se trouve aujourd'hui tempéré par la crainte où nous sommes de voir l'unité se refaire, non par une renaissance, mais par l'étouffement du syndicalisme.

Pris dans la jonction des deux réformismes, le syndicalisme ne risque-t-il pas d'être le vaincu du prochain congrès de fusion ? Verrons-nous la revanche d'Amiens ?

Ce danger nous indique l'essentiel de notre tâche.

Ajoutons cependant que l'unité renferme assez de possibilités d'avenir pour qu'on puisse craindre seulement une éclipse, une éclipse dont nous nous efforcerons de limiter la durée.

Précisément, il faut donner à l'organisation de demain une constitution plus démocratique. On doit regarder plus vers la base que vers les sommets. Le mouvement syndical n'a de force que s'il groupe des militants actifs sur le lieu du travail : c'est l'opinion de ces militants qui doit tracer la voie ; elle doit pouvoir s'exprimer sans contrainte et faire la loi dans la C.G.T.

Demain, si la reprise mondiale s'étend à la France, peut-être un effort revendicatif d'ensemble sera-t-il possible ? L'organisation unique devrait être à la fois souple et solide, tant pour ne pas laisser passer le moment favorable que pour reconquérir le maximum de ce qui a été perdu ces dernières années.

Un tel effort apporterait plus à la classe ouvrière que ne pourra jamais lui donner le plan le mieux construit du monde, et encore moins le Front populaire à propos duquel nous avons fait en 1935 *les plus sérieuses réserves. Une fois encore, nous avons traduit l'opinion de nombreux militants qui n'osent dire leur pensée. Que les organisations ouvrières, politiques et syndicales, s'unissent, nous y applaudissons ! Mais nous repoussons toute coalition avec des forces bourgeoises. Mais nous dénonçons le renouveau de l'illusion du parlementarisme : « faire payer les riches » sans faire la révolution.* 1936 *verra la grande foire électorale. Cela ne saurait nous interdire de montrer les dangers que la démagogie du Front populaire fait courir à la classe ouvrière.*

Si nous n'y prenions garde, c'est au fascisme que risquerait de nous conduire cette expérience nouvelle. A l'heure présente, il ne reste, en effet, qu'une chance au fascisme dans notre pays : la faillite du gouvernement de gauche de demain. L'évitera-t-on ? C'est évidemment ce qu'espèrent les camarades qui

veulent faire des syndicats les « tuteurs » du Front populaire. Nous craignons que ce rôle ne soit impossible à tenir. En tout cas, il comporterait de telles compromissions que le syndicalisme n'en pourrait être qu'amoindri. Il nous semble préférable que le mouvement syndical conserve l'indépendance de sa conduite et la liberté de son jugement. En restant lui-même, il demeurera pour la classe ouvrière l'arme capable d'empêcher le fascisme.

Il doit rester lui-même aussi pour lutter contre la guerre. Il est, en effet, devenu possible qu'un incendie comme la guerre italo-éthiopienne mette le feu à l'Europe tout entière. On ne peut plus écarter l'hypothèse d'un coup de folie mussolinien. La reconstitution des anciennes alliances, le travail souterrain des diplomaties toujours secrètes, la trahison de Staline et le patriotisme du parti communiste français, tout rappelle trop 1914. L'effort de rassemblement tenté par nous en 1935 a échoué. Mais cet échec ne nous a pas découragés. Contre la guerre et l'union sacrée, la R.P. fera en 1936 le maximum en vue de donner au mouvement syndical assez de conscience et de force pour éloigner, sinon pour écarter définitivement ce fléau. Lui seul en est capable.

C'est aussi un effort de conscience que nous demandons aux militants en leur mettant sous les yeux les faits et les textes les plus authentiques concernant l'U.R.S.S. Nous poursuivons ainsi un effort unique en France : des révolutionnaires qui veulent voir clair dans la révolution. On nous a reproché une tendance à la « critique systématique ». Erreur ! camarades. Ce qu'il y a de systématique ici, c'est la louange, le bourrage de crânes. Nous respectons notre public; c'est pourquoi nous continuerons, en 1936, à lui dire la vérité sur l'U.R.S.S.

La connaissance exacte de l'U.R.S.S. est d'ailleurs indispensable si l'on veut prévoir les obstacles multiples qui se dresseront devant notre mouvement syndical lorsqu'il fera son effort révolutionnaire décisif. Nous avons résumé cela dans notre formule d'avenir : « Au Syndicat le pouvoir ! » Non que nous pensions que le grand effort soit pour demain. Mais parce que nous savons qu'en définitive, après toutes les faillites des amateurs du pouvoir pour le pouvoir, c'est au syndicalisme que reviendra le rôle décisif de révolution et de construction révolutionnaire. Aussi parce que nous voulons le préparer à ce rôle en poursuivant dans son sein notre travail de tous les jours.

L'OBJECTIF DE 1936 : LES 2.000 ABONNÉS

Tel sera le cadre de notre effort en 1936.

Il va sans dire que nous nous efforcerons d'apporter sur tous ces problèmes des études sérieuses, des opinions réfléchies. Nous voudrions pouvoir travailler, dans l'année, à une série de grandes monographies.

Mais pour donner à plein, il nous faudrait une complète sécurité matérielle, c'est-à-dire un nombre d'abonnés suffisant à payer les frais de la revue et qui permette de diminuer son prix.

Impossible, en effet, de diminuer ce prix avant d'avoir atteint les 2.000 abonnés. Reportez-vous à nos chiffres. Notre budget s'équilibre tout juste. Nous ne pouvons le jeter bas.

2.000 abonnés, voilà notre objectif pour l'année qui commence.

Nos amis ne doivent pas demeurer les spectateurs de notre effort. Ils doivent nous permettre cette montée en 1936. Mais il leur faut sans tarder mettre la main à la pâte.

M. CHAMBELLAND.

L'ANTIFASCISME CONTRE LA REPUBLIQUE !

Le sauvetage de la République par l'extension des lois scélérates

Le pire danger que court la République est celui que lui font courir les pseudo-républicains qui, sous prétexte de la défendre, en détruisent les fondements mêmes.

S'il est un principe fondamental de la République, c'est bien celui de la *liberté de la presse*. C'est pour la liberté de la presse que les insurgés de 1830 se soulevèrent et chassèrent Charles X; c'est au nom de la liberté de la presse qu'eurent lieu les luttes des républicains sous le Second Empire; la première loi qu'établit la République lorsque l'échec de Mac-Mahon eut fait de la République celle des républicains, fut la loi de 1881 sur la liberté de la presse.

Et cette revendication de la liberté de la presse s'est toujours matérialisée sous cette forme concrète et adéquate : les délits qui pouvaient être commis par la voie de la presse seront jugés non par des magistrats professionnels, serviteurs du pouvoir, mais par des juges indépendants du gouvernement, des juges « populaires » : le jury.

Une première atteinte fut portée à cette revendication républicaine séculaire par le vote en 94 des lois scélérates : lois qui déféraient certains délits au tribunal correctionnel à la place du jury, lorsque ces délits étaient commis « dans un but de propagande anarchiste ». Mais alors ces lois ne passèrent que grâce à la réaction alliée aux plus timides des républicains; tout ce qui était réellement républicain à la Chambre s'éleva véhémentement contre cette atteinte à la pierre angulaire du régime.

Or, ces jours derniers, en cette triste fin d'année 1935, il nous a été donné de voir ce spectacle écœurant : de nouveaux délits de presse être enlevés au jury pour être remis au tribunal correctionnel, et cela à la demande même des républicains! L'extension des lois scélérates réclamée et votée par ceux-là mêmes qui jusque-là demandaient leur abrogation ! La démolition de l'institution républicaine essentielle, la liberté de la presse, présentée comme la condition *sine qua non* de la sauvegarde de la République!

La stupéfaction croît encore, si possible, lorsqu'on voit à quel propos cette monstruosité a été commise.

L'*Action Française* avait publié des articles où l'on menaçait de mort un certain nombre de dépu-

tés; je voudrais bien poursuivre, plaida Léon Bérard, garde des sceaux, mais pour être sûr d'une condamnation il faudrait que je poursuive devant les tribunaux correctionnels, or ceux-ci ne sont compétents que s'il s'agit d'une provocation au meurtre « *dans un but de propagande anarchiste* ».

Et personne ne s'est levé pour rappeler la monstrueuse « jurisprudence » de la Cour de cassation qui applique la loi de 94 aux provocations de militaires à la désobéissance, *même si celles-ci n'ont pas été effectuées dans un but de propagande anarchiste !*

La provocation au meurtre et la provocation à la désobéissance font partie du même article de la loi du 28 juillet 1894; elles constituent les deux paragraphes du même article 2 dont la rédaction concernant la nécessité du « but de propagande anarchiste » est unique pour les deux paragraphes ! Et alors que les tribunaux déclarent depuis la guerre (car, auparavant, ils avaient tout de même un peu plus le respect de la loi) qu'ils sont compétents dans l'un des cas, même s'il ne s'agit pas de propagande anarchiste, ils se déclareraient incompétents dans l'autre cas !

Et c'est au moment où l'immonde partialité de la magistrature professionnelle s'affirme ainsi par la bouche même du garde des sceaux, au moment même où il est publiquement reconnu que les magistrats « interprètent » une même loi dans un sens lorsqu'il s'agit d'atteindre des socialistes ou des communistes, et dans le sens exactement contraire lorsqu'il s'agit d'épargner des royalistes, qu'on confie à ces magistrats, dont la forfaiture s'étale ainsi publiquement, de nouveaux pouvoirs!

S'il y avait eu des républicains à la Chambre, non seulement ils se seraient refusés à accorder les nouveaux pouvoirs, mais ils auraient profité de l'occasion pour enlever aux professionnels de la magistrature toute connaissance, dans tous les cas, des délits de presse, en faisant abroger les *lois scélérates*.

Et ils auraient profité également de l'occasion pour obtenir une autre réforme républicaine : la *réforme du jury*.

Pourquoi, en effet, Bérard n'avait-il pas fait poursuivre l'*Action Française* devant le jury, comme la loi le lui commandait ? Parce que le jury aurait probablement acquitté l'*Action Française*. Et les députés étaient de l'avis de Bérard; ils préféraient : pas de poursuites, à un acquittement.

Mais pourquoi l'*Action Française* aurait-elle été acquittée par le jury ? Parce que le *jury est composé de bourgeois;* parce que ne sont désignés comme membres du jury que des bourgeois; parce que cette magistrature, soi-disant populaire, n'est « populaire » que de nom, qu'elle n'est pas populaire, mais bourgeoise. La conclusion qu'il convenait donc de tirer de la situation signalée par Bérard c'était la suppression de ce privilège considérable maintenu à la bourgeoisie : celui d'avoir seule le droit de juger; il fallait exiger la suppression du privilège de la fortune, par l'institution de listes de jurés comprenant obligatoirement tous les citoyens.

Telle était la solution *républicaine* du cas Maurras; les « républicains » se sont précipités vers la solution contraire : la solution de la réaction; celle de la Restauration et des lois scélérates : la solution du tribunal correctionnel.

◇◇◇

Cette « défense de la République » par l'extension des lois scélérates illustre remarquablement ce que de nombreux faits ont déjà montré : *il n'y a plus de républicains.*

La République est devenue un mot vide de sens, derrière lequel se cache tout juste l'appétit du pouvoir ou des appétits plus sordides encore. Pour nos soi-disant républicains, la défense de la République n'a rien à voir avec la défense de la liberté : c'est uniquement celle de leur propre pouvoir et de leur corruption.

Dans la frénésie de servitude qui s'est emparée du monde, et particulièrement des jeunes générations, depuis quinze ans, où l'on ne conçoit plus que deux états : esclave ou tyran, — personne ne songe à préserver les droits et la liberté de chacun contre les excès du pouvoir, mais au contraire à doter celui-ci de moyens toujours accrus pour brimer et opprimer les individus. Qu'importe si soi-même on doit peut-être en souffrir momentanément, — et c'est ce qui arrivera, n'en doutons pas, avec la nouvelle législation dont la magistrature réactionnaire appliquera toutes les rigueurs aux « républicains », tandis qu'elle réduira à des peines de « principe » les condamnations des Croix de Feu et autres fascistes, — pourvu qu'on puisse en disposer le jour où on sera au pouvoir pour tyranniser à son tour!

En vertu de raisons économiques qu'il est facile d'établir, la République est morte, et les « républicains » sont parmi ses plus ardents fossoyeurs.

R. L.

PARMI NOS LETTRES

La « R. P. » plus nécessaire que jamais

Quelques réflexions actuelles d'un de nos abonnés et amis de Seine-et-Marne :

Je pense que la R. P. *est plus nécessaire que jamais. Car jamais nous n'avions été dans une plus grande confusion ni surtout menacés si sérieusement d'y tomber. L'Unité se réalise et c'est évidemment l'essentiel. Je dis et j'écris que ça se fait dans la pleine clarté et en effet, théoriquement, c'est exact puisque les motions votées au congrès sont claires et nettes; mais quel monde d'arrière-calculs on soupçonne ! Et voici que le fascisme — sa menace — vient brouiller encore les cartes. J'ai l'impression que la mystique antifasciste — nécessaire d'ailleurs en ce moment — est exploitée par trop de faux antifascistes, comme l'a été l'anticléricalisme autrefois — diversion à la lutte proprement ouvrière. Je pense à un article de la* Bataille Syndicaliste *qui fit du bruit : « A bas la République ! ». Si la République... C'est un cri que nous ne pouvons évidemment reprendre, car la République est en danger, mais il est évident que notre absence d'action contre la politique des décrets-lois devient une monnaie d'échange. La République va nous coûter cher encore un coup.*

Il n'y a pas deux revues syndicalistes indépendantes

Il n'y en a qu'une:

" LA RÉVOLUTION PROLÉTARIENNE "

DIFFUSEZ-LA !

LA DOUCHE DE MAGIC-CITY

Il n'était peut-être pas nécessaire de déplacer un millier de bons bougres un 27 décembre pour assister à « ça ». Braves gens de province, nourris des comptes rendus idylliques des congrès confédéraux, éternels naïfs qui pensions que l'unité, pour laquelle depuis des années nous avions lutté sous les sarcasmes et les insultes, allait enfin se réaliser sinon dans l'enthousiasme, du moins dans l'amitié, militants qui dans leur coin avions tenté de substituer à la pagaïe actuelle une fédération de l'Enseignement à peu près viable : nous nous souviendrons de « la douche de Magic-City ».

A 16 heures, Vivès déclarait sans rire : « Le congrès commence ». C'était, hélas! vrai. Jusque-là le congrès réglait un tas de questions subsidiaires, lavait une charge de linge sale arriéré, se passionnait pour des questions de procédure : toutes choses qui auraient dû être réglées à l'amiable depuis octobre. La presse serait-elle admise? Comment voterait-on? Est-ce que les dirigeants ex-confédérés et ex-unitaires ont au moins compris qu'ils se foutaient de nous ?... Ce brave Bouët était persuadé que les syndicats de catégorie ne votaient pas! Ce non moins brave Mérat était non moins persuadé qu'ils votaient ! Et ainsi les uns et les autres évitaient de poser cette question; on jouait au plus fin, à celui qui roulerait l'autre. Il a fallu que le congrès prît position là-dessus.

Et que dire de ce débat sordide sur la comptabilité unitaire ? Nos camarades unitaires, leurs comptes vérifiés, se refusaient à comparaître devant une commission de contrôle désignée par le congrès. Je pense qu'il eût été préférable d'accepter les comptes unitaires. Je n'aime pas beaucoup céder aux injonctions d'un Barne, porte-parole fielleux des girouettes communistes. Entendre un Barne accuser sans preuves la majorité de la Fédération unitaire de détourner des fonds « pour la lutte de tendance », voir l'*Humanité* reprendre cette accusation en parlant de « trotskysme »... c'est un monde! Je sais bien que les larbins de Staline se sont faits bénins, bénins ! Mais nous sommes encore quelques-uns qui n'avons pas oublié le passé, qui sommes fixés sur les comptes de l'I.T.E., qui n'avons plus d'illusions sur l'usage de nos cotisations à la C. G. T. U. ! Barne-Bouthonnier-Cogniot parlant d'honnêteté syndicale, c'est grand ! Ce coup de balai donné pour déblayer les ordures, je suis à l'aise pour dire que l'attitude de la majorité fédérale unitaire a été désastreuse. Quand on est accusé par un Barne, on ne se contente pas de parler d' « honneur » et de se retirer drapé de sa dignité. On accepte le contrôle, on songe à la masse des braves copains qui ne sont pas à la page et qui ne comprennent pas, on apporte ses comptes et on confond les calomniateurs. La carence unitaire a fait mauvaise impression.

Donc, à 16 heures, le congrès commence ! Il discute la structure de la future fédération. Il discute ! si on peut dire... On entend Delmas et Valière, et c'est tout. De nombreuses sections arrivaient mandatées fermement sur cette question : sans demander la disparition des syndicats de catégorie, elles exigeaient une refonte de la fédération, une réduction à moins de six des vingt-neuf catégories, une réforme du Conseil national, l'élaboration de statuts-types pour les sections départementales. La nécessité de terminer avant 20 heures entraîna un vote vaseux qui donnait le choix entre la position unitaire stricte et la position confédérée exposée par Delmas. On s'est contenté d'une vague promesse de « pression amicale » pour resserrer les catégories : une espèce de *statu quo* à peine mitigé. Bref : la faillite de nos espérances. Les aiguilles tournaient. Vite, vite, la question de la représentation proportionnelle. Un vote dans la nuit : impossible de savoir si la C.E. est un bureau ou non. D'où pagaïe et rectifications de vote. La proportionnelle est repoussée et... c'est tout. Les statuts ? Les cumuls ? La rééligibilité ? La presse syndicale ? Ce sera pour une autre fois. La fusion est faite. Braves gens, rentrez chez vous !

Déçus ? nous le sommes. Découragés ? pas encore. La Fédération sera notre œuvre. Elle n'est pas la chose de chefs qui de part et d'autre n'ont pas su mettre au rancart leur petit amour-propre. Du côté confédéré on a voulu la victoire écrasante, napoléonienne. On n'a pas suivi Weber conseillant sagement de ne pas « exagérer ». On a « exagéré ». C'est une tactique ! On refuse la proportionnelle et on l'offre ensuite de façon détournée. On crée presque de force la « tendance » après en avoir montré les méfaits. Ce n'est pas sérieux ! Du côté unitaire, on a été hargneux à souhait. J'ai pour nos camarades de la majorité fédérale unitaire une grande estime. Certains d'entre eux ont été, en des temps difficiles, les pionniers insultés du syndicalisme. Je sais que, sur certaines questions, nous pouvons compter sur eux sans réserves. Peut-être ont-ils le tort de paraître vouloir donner des leçons... On peut être révolutionnaire avec un peu plus de bonne humeur, sans suspecter le voisin, sans l'accuser de crimes imaginaires, ou — pour être précis — sans considérer les copains de la *R.P.* comme les porte-queue de Jouhaux! Valière a clôturé le congrès en déclarant que ses amis et lui resteraient des syndicalistes révolutionnaires. Je n'en doute pas. Nous sommes quelques-uns qui sommes restés les mêmes et des camarades, que Valière connaît bien, nous ont traités comme des malpropres. On peut rester révolutionnaire sans croire aux vertus de la lutte de tendances, sous la forme ancienne : la majorité fédérale n'a pas compris encore que cette bagarre-là, qui se solde par des additions de demi-mandats, est périmée, que personne n'en veut plus, que le syndicalisme a failli en crever. Elle n'a pas compris qu'on peut, sans rien renier du syndicalisme révolutionnaire, participer aux organismes dirigeants et y apporter un point de vue de classe. La Fédération unitaire pouvait jouer un grand rôle : il lui a manqué un peu plus de confiance en elle-même. Un peu moins de réticences, un peu plus de « sourire », et je pourrais ici envisager l'avenir avec plus d'optimisme. Je reste cependant persuadé que les accès de « rogne » sont de courte durée : on a besoin de militants sérieux pour bâtir une Fédération de l'Enseignement sérieuse. Les copains unitaires ne peuvent se cantonner dans une opposition grincheuse et stérile. Rester soi-même ! Certes, c'est un beau rêve. Mais le syndicalisme révolutionnaire ne consiste pas, je crois, à méditer sur un passé glorieux, à entretenir solidairement la flamme sacrée des grands principes et à adorer son nombril.

J. BARRUÉ.

RECTIFIONS UNE ERREUR

L'article 7 des statuts de la C. G. T. U. a été abrogé... en 1933

J'ai reçu la lettre suivante du camarade Alessandri, militant des agents des P. T. T. parisiens :

Mon cher camarade,

Quoiqu'étant un abonné récent de la R. P., *je me permets de t'adresser ce qui suit :*

A trois reprises (numéros de la R. P. *des* 10 *et* 25 *novembre et* 10 *décembre), tu as affirmé que l'article* 7 *des statuts de la C. G. T. U. votés en* 1922 *n'a pas été abrogé.*

Dans le numéro du 10 *décembre, tu reproduis une phrase d'un délégué au congrès de* 33, *reprochant aux dirigeants de la C. G. T. U. d'avoir violé cet article.*

J'ai le regret de te dire que l'article en question a bien été supprimé en 1933. *A la table des matières du compte rendu, on trouve bien le vote des fédérations, unions départementales, etc., sur l'adoption de nouveaux statuts. Je te prie, au surplus, de te reporter à l'intervention du camarade Bouet, de l'Enseignement. On y relève, dans son discours, ce passage : « Nous sommes pour l'ancienne rédaction de l'article* 7. *» C'est donc qu'il y en a une nouvelle.*

Après la lecture du numéro du 10 *décembre, j'ai voulu en avoir le cœur net. Je me suis rendu à la Préfecture de la Seine, bureau* 237, 2e *étage,* 9, *place de l'Hôtel-de-Ville. M'étant fait donner les statuts, j'ai pu constater que l'article* 7 *interdisant le cumul avait bel et bien disparu. Les statuts portent en tête : « Votés au congrès de septembre* 1933, *tenu salle Huyghens. » Déposés le* 23 juin 1934, *ils ont été enregistrés sous le n°* 5.615. *Evidemment, cela faisait déjà pas mal de temps que l'article* 7 *avait été violé...*

Je ne te demande pas d'insérer une rectification, mais j'ai voulu t'éviter de trop insister là-dessus. La C. G. T. U. a d'ailleurs donné des directives à ses militants pour riposter d'une façon péremptoire à ceux qui voudraient invoquer encore l'article 7.

Le camarade Alessandri ne me demande pas de rectification; je crois cependant indispensable de publier sa lettre et de reconnaître l'erreur que, de bonne foi, j'ai commise. Une vérification trop hâtive ne m'avait pas permis de découvrir, dans le compte rendu sténographique du congrès de Huyghens en 1933, les deux ou trois pages consacrées à la modification des statuts. Or, il est exact que, sur le rapport du camarade Brout, l'article 7 des statuts de la C. G. T. U. a été purement et simplement supprimé, à l'unanimité moins quelques voix.

Nous avions connu, en 1927, l'introduction frauduleuse de la formule de la dictature du prolétariat dans les statuts. Qu'aujourd'hui les dirigeants de la C. G. T. U. prennent publiquement position contre un article de leurs propres statuts, cela ne nous paraissait nullement invraisemblable. Ils nous en ont fait voir tellement d'autres !

Mais il est de la loyauté la plus élémentaire, lorsqu'on s'est trompé, de le dire. Je le dis donc. C'est vrai, en 1933, les dirigeants de la C. G. T. U. avaient, en supprimant l'article 7, pris leurs précautions. — M. Ch.

◇◇◇

Le referendum dans le Livre. — Plus de treize mille syndiqués du Livre ont pris part au referendum organisé par la Fédération du Livre en vue de savoir si les droits d'ancienneté devaient être accordés aux unitaires appelés à fusionner. 8.490 votants se sont prononcés pour l'octroi de ces droits, et seulement 4.625 contre. Une grande majorité s'est donc dégagée pour l'unité sans vainqueurs ni vaincus et on doit en féliciter en premier lieu les sections parisiennes dont la circulaire détermina cet heureux résultat.

Succès des ex-unitaires dans la Somme

Le congrès s'est tenu le 15 décembre. Comme nous l'avions prévu, les ex-unitaires ont triomphé de quelques voix. Côté confédéré, un certain malaise existait depuis quelques années. Lors de l'application des Assurances sociales, un conflit était survenu entre les militants qui géraient la caisse « Le Travail » ; on dut réunir un congrès extraordinaire. L'impression de nombreux militants, c'est qu'une force occulte, depuis cette époque, gérait l'U. D. et non les organismes réguliers. Le malaise s'aggrava encore lors de la scission des néo-socialistes. En janvier 1935, les Croix de feu firent une descente à Amiens, une manifestation prévue fut décommandée la veille. Les communistes firent une violente campagne contre le secrétaire Bastien. Une tentative de manifestation unique en réponse aux Croix de feu n'eut pas le succès escompté. A quinze jours d'intervalle, il y eut deux manifestations : la première par les unitaires, socialistes et communistes ; la seconde, confédérés, Ligue des Droits de l'homme, néos. Les derniers congrès de l'U. D. avaient ressenti les conséquences de ce trouble.

Après les congrès de septembre, une commission mixte commença à préparer l'unité. Atmosphère de méfiance *justifiée*, puisque très vite se produisit une rupture. Prétexte cherché, et, au lieu des assemblées de fusion dans le calme et la confiance, assemblées houleuses, choc des deux tendances. Alors que les confédérés allaient aux assemblées sans préparation, les unitaires racolaient et enlevaient les votes chez les tisseurs, à l'Alimentation, aux Transports. Ils réclamaient la parité, deux secrétaires dont l'un serait Lenglet, permanent unitaire. Toute la tactique des communistes est de mettre dans leur jeu les socialistes. Certains regimbent et craignent d'être dupes plus tard. Des propos tenus au congrès des cheminots à un camarade de Roye par des militants unitaires amiénois, c'est que trois hommes sont dangereux dans la Somme : Bastien, Réchou et Barbet. Bref, au congrès de l'U. D., deux blocs se sont affrontés : d'un côté les cheminots et les métaux ex-unitaires, et de l'autre les syndicats de fonctionnaires, livre, employés, etc., etc... La parité a été adoptée. Notre camarade Dégardin, du livre, représente les ex-confédérés au secrétariat.

Tous ceux qui pensent que le syndicalisme doit être au service exclusif des travailleurs seront à nos côtés, dans les syndicats comme à l'U. D., contre ceux, quels qu'ils soient, qui voudraient s'en servir pour des fins politiques.

R. Barbet.

◇◆◇

Dans l'Aude : Unité contre le syndicalisme !

Le syndicalisme, le vrai, celui de la charte d'Amiens, qu'anime encore l'esprit d'Emile Pouget et de Griffuelhes, vient, aux assises de l'U. D. des syndicats de l'Aude, de recevoir le coup de Jarnac.

Pour un congrès, ce fut un triste congrès, où l'esprit politicien et opportuniste domina largement, où les entorses aux principes mêmes du syndicalisme français ne se comptèrent plus.

Pouvait-il en être autrement ? Je dis non ! car ce serait croire au coup de baguette magique de l'enchanteur Merlin, et nous ne sommes pas crédules.

Comment? Dans une U. D. où, depuis la disparition de Cheytion et de Paul Ader, l'esprit de parti a toujours dominé l'esprit apolitique du syndicalisme de la charte d'Amiens, nous aurions voulu, nous, syndicalistes révolutionnaires, amener tous ces conseillers municipaux S. F. I. O. ou secrétaires de rayon à de plus justes conceptions de l'indépendance du mouvement syndical vis-à-vis des partis politiques, à l'incompatibilité

des mandats politiques et syndicaux ? C'était mal les connaître.

Ils peuvent, disent-ils, car ce sont des surhommes, mener de front les deux besognes, militantisme politique et militantisme syndical. Ce qui est loin d'être prouvé. Comble de l'impudence, nous vîmes un ex-secrétaire d'U. D., le camarade Fil, délégué des agricoles d'Armissan, venir soutenir que les deux actions se conjuguaient. Ce même Fil est à la fois adjoint S. F. I. O. au maire de sa commune et secrétaire du syndicat. Pourrait-il nous dire l'action qu'il a menée en faveur de l'ouverture d'un fonds de chômage dans sa commune où, pourtant, les sans-travail sont nombreux ? Sûrement qu'en tant que comptable des deniers de la collectivité il n'en a rien fait, et pour cause, ce qui laisse supposer que le syndicat a « Fil à la patte ». Cet exemple est pris entre tant d'autres.

Nous pûmes croire à certains moments que le bon sens finirait par se faire jour lorsque notre secrétaire de l'U. D. dit au congrès que « les camarades du bâtiment et des agricoles de Narbonne avaient raison de se prononcer pour l'indépendance du mouvement syndical et les incompatibilités. » Mais hélas! c'était pour mieux dorer la pilule et la faire avaler, il sortit une circulaire de la Fédération du Bâtiment où il n'est question que de se prononcer pour les incompatibilités des mandats rétribués. Peut-être, par esprit de conciliation, Cordier, Chiron et Constant en sont arrivés à cette solution. A Narbonne nous le regrettons, mais notre Premier se garda bien de donner connaissance de l'article 12 de nos statuts auxquels en fédéralistes nous restons fidèles. Voyez ce malin, qui sait si bien remplacer le définitif, c'est-à-dire les décisions prises en congrès et qui n'ont pas été abrogées que nous sachions, par la teneur d'une circulaire qui a été conçue par quelques individualités.

Sermet voulait, nous a-t-il dit, ne pas décapiter le bureau et la C.E. de notre U.D. Pour l' « intérêt supérieur » de notre U.D. il fallait conserver à cet organisme des surhommes qui sont irremplaçables, mais qui sont en tant que conseillers municipaux des hommes de parti avant tout.

Comble d'inconstance, ne voyons-nous pas la plupart de ces bénéficiaires du cumul des fonctions se prononcer contre le cumul, et qui, lorsque leur cumul est en jeu, se prononcent pour des solutions hybrides, telles que celle qui consiste à ne repousser que le cumul des mandats rétribués.

Donc, dorénavant, dans l'Aude, ne seront exclus des directions syndicales que les Présidents de la République à venir et autres députés, sénateurs ou ministres. Est-ce encore bien certain ? Si Chaussy, ou Midol étaient chez nous, la question serait tout autre.

Si l'heure était moins grave, nous ririons bien. Mais, au fait, nous pourrions bientôt nous dilater la rate, il se pourrait fort bien que les partisans de ces positions équivoques se prononcent en vue du prochain C.N.C. pour un point de vue tout autre, et que là, sous la férule de nos bonzes confédéraux, ils votent contre les cumuls.

Et alors, nous aurons tout vu, excepté une position conforme aux intérêts du monde du travail et de son organisation type, le syndicat.

P. ALBERT.

◆

Les syndicats américains vont-ils sortir de leur isolement ? — Le dernier congrès de la Fédération américaine du travail a adopté un rapport dans lequel il est dit que « le moment est venu d'examiner à nouveau la question d'une réaffiliation de la Fédération américaine du travail à la Fédération syndicale internationale. » Cette décision a eu un écho favorable auprès d'autres organisations. La preuve en est fournie par le passage suivant d'un article paru dans le *Seamen's Journal*, l'organe de l'organisation des marins des Etats-Unis :

Les décisions prises par le récent congrès de la Fédération américaine du travail tendant à une réaffiliation de la Fédération du travail à la Fédération syndicale internationale sont un indice des changements qu s'accomplissent actuellement dans le monde. La menace du fascisme, du communisme et d'autres formes de dictature a fait sentir partout au monde du travail l'impérieuse nécessité de la solidarité internationale et d'anciennes divergences de vues sont oubliées en face du danger commun. La situation dans laquelle se trouve le monde du travail a été clairement mise en lumière par la résolution qui donne mandat au Comité exécutif de la Fédération américaine du travail d'étudier la question d'une réaffiliation et d'entreprendre les démarches nécessaires dans le cas où les bases d'une coopération efficace pourraient être trouvées. La résolution fait clairement ressortir la nécessité de liens plus étroits entre les travailleurs américains et les travailleurs du reste du monde en vue des mesures à prendre devant le danger fasciste et par rapport à d'autres questions. La résolution adoptée par le congrès mérite l'attention de chaque syndicaliste.

LIVRES, REVUES, JOURNAUX

D'ARISTOTE A MARX, par Georges Sorel. — (*Rivière*. Un volume, 12 francs.)

Il faut féliciter chaleureusement Edouard Berth d'avoir obtenu la publication en volume — après plusieurs années d'efforts — de cet article de Sorel paru il y a quelque 40 ans dans l'*Ere Nouvelle*, la première revue marxiste française.

Il faut l'en féliciter parce que c'est du *bon* Sorel, tandis que la plupart des écrits de Sorel qui ont été réunis en volume ne sont pas du *bon* Sorel.

Il y a, en effet, deux Sorel : celui d'avant les *Réflexions sur la Violence*, et celui d'après. C'est surtout celui d'*après* qui est connu du grand public, c'est même le seul qui le soit des snobs et des professeurs. C'est-à-dire un Sorel vieilli, devenu sensible à la flatterie, suiveur de la mode, frôlant par moments les pires déchéances. Disons une fois pour toutes que le Sorel de cette époque, le vieillard qui flirte avec l'*Action française*, fonde l'*Indépendance* avec les plus réactionnaires des gens du monde, donne à l'*Eclair* des interviews contre le 1er Mai, ne saurait être le nôtre.

Notre Sorel à nous, c'est le Sorel d'*avant*, le Sorel matérialiste et syndicaliste des années 90 et 1900, le disciple de Marx et l'élève de Pelloutier, celui qui, en pleine maturité de l'âge et de l'esprit, collabore à l'*Ere Nouvelle*, au *Devenir Social* et écrit son chef-d'œuvre : l'*Avenir socialiste des Syndicats*.

L'article, donc, que Rivière vient d'éditer sous le titre *D'Aristote à Marx* en le faisant précéder d'un copieux avant-propos de Berth, appartient à l'époque du bon Sorel, et c'est du meilleur Sorel.

Cet article, dont le titre primitif était *L'ancienne et la nouvelle métaphysique*, constitue à mon sens le complément le plus important, et même le seul, qui ait été jusqu'ici apporté à la doctrine du matérialisme historique telle que Marx l'avait tracée.

Alors que Marx se contente de dire que l'idéologie d'une société, c'est-à-dire ses idées morales, esthétiques, religieuses sont fonction de sa technique, Sorel fait, dans cet article, un pas de plus : il déclare que le mode de connaissance lui-même est fonction de la technique.

L'idée principale du *D'Aristote à Marx* est en effet celle-ci : nous ne pouvons connaître pleinement que ce que nous avons fait nous-mêmes, que ce que nous avons nous-mêmes inventé et fabri-

qué. Dès lors, pour ce qui n'est pas notre œuvre propre, pour ce qui n'a pas été créé artificiellement par nous, c'est-à-dire le monde, nous ne pouvons tenter de le comprendre qu'en l'expliquant au moyen de mécanismes analogues à ceux que nous employons dans notre technique, au moyen de « *supports* » empruntés au « *milieu artificiel* », pour employer les expressions mêmes de Sorel.

Il en résulte que l'histoire de l'esprit humain est indissolublement liée à l'histoire de la technique, et que les progrès de la connaissance, au sens le plus général de ce mot, dépendent exclusivement des progrès de la technique : « *Si on voulait établir une histoire de l'esprit humain, il ne faudrait pas diviser le processus, comme l'a fait A. Comte, d'après la prédominance des concepts théologiques, métaphysiques et positifs, mais d'après* LA NATURE DES ATELIERS INDUSTRIELS » ; « *inventez de nouvelles machines et* VOUS GAGNEREZ QUELQUE CHOSE SUR LE DOMAINE DE L'INCONNU, *en agrandissant le champ de la coopération de l'homme et des énergies naturelles dans le milieu artificiel.* »

Et c'est pourquoi il y a une grande différence entre l' « ancienne métaphysique », celle d'Aristote, et la « nouvelle », celle de Marx. A l'époque d'Aristote, la grande technique, celle qui venait d'atteindre son apogée, était l'architecture, l'art du charpentier et du tailleur de pierres. La conception du monde, alors, fut donc une conception architecturale; le monde était conçu comme un vaste bâtiment bien agencé et savamment proportionné. Maintenant au contraire, ce n'est plus l'architecture qui est la technique dominante, c'est la mécanique. D'où une nouvelle conception du monde, celle de Marx, la conception dialectique : le monde est devenu une machine.

Tel est ce qui me paraît l'essentiel dans l'étude de Sorel, et on en voit le prodigieux intérêt. Malheureusement, comme presque toujours chez Sorel, cet essentiel est noyé au milieu de nombre d'autres considérations, souvent fort intéressantes en elles-mêmes, mais qui, en obligeant l'esprit à aller continuellement d'une idée à l'autre, rendent souvent la lecture fort difficile. — R. L.

⁂

SIX ANS CHEZ LES CROIX DE FEU, par Paul Chopine. — (*Gallimard*. Un volume, 10 francs.)

Ce petit recueil de « souvenirs » de M. Paul Chopine, ancien délégué général à la propagande des Croix de Feu et organisateur des « dispos », autrement dit des troupes de choc du colonel-comte de La Rocque, ne vaut pas le bien qu'en a dit le *Populaire*. Il s'agit de la « lutte » entre deux petits bourgeois pour les places, pour les « honneurs » dont on paraît féru dans ce milieu assez peu reluisant. Quelques anecdotes un peu pittoresques de-ci de-là, mais, dans l'ensemble, un ouvrage d'une pauvreté confinant à l'indigence.

⁂

L'ECONOMIE CAPITALISTE, par R. Louzon. — (*Révolution prolétarienne*. Un volume, 12 francs.)

— *Suite et fin* (1) —

L'économie purement capitaliste n'existe donc pas, Et les conclusions auxquelles peut conduire l'analyse scientifique d'une telle société ont peu de portée *pratique* dans un monde qui est la lutte de l'économie capitaliste contre diverses économies du passé et du futur.

Un copain dévoué regrettait un jour devant moi de ne pas avoir eu le temps, même en prison, de « culotter » Karl Marx. Il pensait qu'il y aurait trouvé des solutions à toutes les questions que peut poser la lutte des classes. Allons donc! C'est une illusion qu'il importe de dissiper, dans le seul but de mettre les choses au point... et pour éviter la tyrannie possible de pontifes ès socialisme.

Qu'ils soient d'un côté ou de l'autre de la barricade, les gens qui agissent réellement dans l'ordre économique, s'ils s'occupent d'économie déductive, ce n'est que par passe-temps. J'imagine que si des banquiers ou maîtres de forges ont Marx, Smith, Ricardo et même Gide dans leur bibliothèque, ça doit être bien poussiéreux. Et les hommes qui ont le plus fait pour les ouvriers français, les Pelloutier, les Griffuelhes, pensez-vous que l' « égalisation des taux du profit » ou la rotation du capital les empêchaient de dormir ? (1)

Qu'on ne croie pas que je suis en train d'esquinter l'ouvrage que j'ai entrepris de louer, et à travers lui Karl Marx.

Non? Le terrain déblayé de ce qu'on ne doit pas chercher en lui, je maintiens que le travail de Louzon est extrêmement utile :

1° Contrairement à Karl Marx, il est accessible à tous les copains qui réfléchissent un peu;

2° Tous les copains qui l'auront lu et compris seront *armés* pour résister spontanément à toutes les réfutations du marxisme qui paraissent périodiquement.

Le marxisme semble être un véritable cauchemar pour les bourgeois. Sans arrêt, depuis quelque quatre-vingts ans, leurs économistes élucubrent des théories pour pourfendre le marxisme. Ce sont des histoires comme le crédit générateur de richesses, comme la rareté créant la valeur, etc. Toutes ces présentations d'allure savante peuvent faire impression sur un esprit non averti, mais tout camarade en fera tout seul la réfutation s'il a lu avec attention un ouvrage comme celui de Louzon qui, sans suivre exactement les linéaments de Marx, est *un exposé très clair de ce qu'il y a de scientifique dans le marxisme*.

... Je dis : ce qu'il y a de scientifique dans le marxisme. Car il y a au moins deux éléments dans le marxisme. Et la fureur des bourgeois est assez comique, car elle montre qu'ils n'ont pas su faire la discrimination entre ces deux éléments. Il y a, dans le marxisme, l'analyse de Marx, l'explication du fonctionnement d'une économie capitaliste idéale; cela c'est de la science. Et il y a les conclusions pratiques du marxisme : la révolution sociale prochaine et l'avè-

(1) Voir numéros 212 et 213.

(1) Voici ce qu'écrivait Sorel sur ce sujet. (Préface de 1905 à l'*Avenir socialiste des Syndicats*.) « Tandis que les théoriciens officiels du socialisme se montraient impuissants, des hommes ardents, animés d'un sentiment prodigieusement fort de liberté, aussi riches en dévouement pour le prolétariat que pauvres en formules scolastiques, puisant dans la pratique des grèves une conception très claire de la lutte de classes, lançaient le socialisme dans la voie nouvelle qu'il commence à parcourir aujourd'hui. Le syndicalisme révolutionnaire trouble les conceptions que l'on avait mûrement élaborées dans le silence du cabinet; il marche en effet au hasard des circonstances, sans souci de se soumettre à une dogmatique, engageant plus d'une fois ses forces dans des voies que condamnent les sages... La révolution n'a pas le secret de l'avenir et *elle procède comme le capitalisme, se précipitant sur tous les débouchés qui sont offerts*. Le capitalisme n'a pas mal réussi dans ce qu'on a appelé son aveuglement et sa folie... Pourquoi le prolétariat ne pourrait-il pas suivre la même voie et marcher de l'avant sans s'imposer aucun plan idéal ? Les capitalistes, dans leur fureur novatrice, *ne s'occupaient nullement des intérêts généraux de leur classe ou de leur patrie; chacun d'eux ne considérait que le plus grand profit immédiat*. Pourquoi les syndicats subordonneraient-ils leurs revendications à de hautes vues d'économie nationale et ne pousseraient-ils pas à fond leurs avantages quand les circonstances leur sont favorables ?... » (C'est moi qui souligne.)

nement d'une société sans classes. Or, ces notions-là ne sont pas déduites de l'analyse scientifique précédente. Elles sont des souhaits et non des conclusions.

Leur base doit plutôt être cherchée dans une tendance à l'analogie historique : l'histoire récente montre qu'une classe, le tiers, a vaincu une autre classe, l'aristocratie; eh bien! de la même façon, la nouvelle classe exploitée vaincra la nouvelle classe exploiteuse. Ce n'est pas là de la science. L'histoire est l'étude du *passé*. Projeter l'histoire dans le futur en parlant de « mission historique », ça peut avoir une valeur sentimentale, ça peut être excellent pour faire marcher les gens, ça n'a aucun rapport avec une déduction scientifique.

On ne reprochera pas à l'*Economie Capitaliste* de tomber dans cette erreur du marxisme vulgaire. Louzon a entrepris d'y faire œuvre scientifique, il n'y mélange pas la science et l'agitation. Après son analyse de la société capitaliste idéale, après une description des tendances de la société capitaliste actuelle, quand il est obligé de dire un mot de l'avenir, il est d'une prudence extrême.

Tout laisserait croire, dit-il en substance, que nous allons à un capitalisme d'Etat, à un pharaonisme. Mais la transformation des sociétés comme celle des êtres vivants ne se font pas selon une direction unique et prévisible. A côté de l' « évolution », il y a des « mutations ». Peut-être une « mutation » interviendra-t-elle pour modifier radicalement le caractère et les tendances de la société actuelle.

« Le développement simultané des deux systèmes de forces : d'un part les forces d'évolution qui conduisent la société capitaliste au capitalisme d'Etat et au servage des salariés, d'autre part les forces de la révolution, les forces de « mutation », qui préparent l'avènement d'une société basée sur la suppression de tout capitalisme et de toute servitude — tel est l'essentiel du moment présent. »

Cette conclusion apparaît d'une extrême prudence quand on sait que Louzon ne considère pas comme forces de révolution le socialisme et le communisme. Les forces de révolution sont donc tout à fait obscures; on les soupçonne plutôt qu'on peut les désigner. (...Et c'est sans doute bien ainsi puisque le propre d'une mutation est d'être tout à fait surprenante et imprévue.)

Les mouvements qui se disent « marxistes », le communisme et le socialisme, d'après Louzon, représentent bien plutôt qu'une création prolétarienne, une tendance de la bourgeoisie, la tendance de l'élément *fonctionnaire* de la bourgeoisie. Ils mènent au capitalisme d'Etat et au servage.

...Pour ma part, je trouve tout à fait intéressante, originale et juste la partie du livre consacrée à la distinction des diverses couches de la bourgeoisie, des diverses catégories sociales qui se partagent la plus-value volée aux prolétaires, et de leurs tendances.

Naturellement, on peut faire des critiques de détail. Par exemple les artistes, avocats, etc., ne me paraissent pas spécifiquement membres de la bourgeoisie. Mais ils pratiquent ce que Sorel appelait avec tant de mépris concentré le « parasitisme littéraire ». Comme tous les parasites, peu leur importe l'être qu'ils parasitent, pourvu qu'il soit juteux. La bourgeoisie étant actuellement la classe la plus riche, c'est elle qu'ils sucent et servent. Mais ils parasiteront aussi bien demain une autre classe et, dès maintenant, le prolétariat n'est pas sans avoir ses punaises de plume et de robe... Quant aux médecins, je dirai qu'ils pratiquent l'exploitation sacerdotale. Comme tous les pontifes, leurs pratiques sont efficaces par la confiance qu'on a en eux. Et comme tous les pontifes en qui l'on croit, ils sont un puissant auxiliaire de l'exploitation sociale. Par la foi qu'on a en leurs vaccins et leurs pilules, ils dispensent les autorités de réaliser la véritable hygiène : un dispensaire ou un Institut Pasteur coûte joliment moins aux bourgeois que de véritables salaires, des vacances et des maisons saines.

Chacun pourra faire des remarques partielles semblables. Mais, dans l'ensemble, ce chapitre est extrêmement heureux en ce qu'il met l'accent sur cette vérité essentielle que l'unique source du profit est dans la plus-value. — J. Péra.

◆

Un mot de Radek. — Simone Téry publie dans *Vendredi* le récit d'un entretien qu'elle eut avec Radek « Radek en liberté » : Découpons-en ce passage vraiment savoureux :

Comme j'essayais de lui dire la joie de tout ce que je découvrais en U.R.S.S., Radek m'interrompit :

— Tout ça, c'est l'enthousiasme d'un veau.

— Pardon ? dis-je, saisie, croyant avoir mal entendu.

— Mais c'est très bien, assura-t-il, d'avoir l'enthousiasme d'un veau, très bien pour commencer ! Mais il ne faut pas s'arrêter là ! Le communisme, ce n'est pas seulement du sentiment, de l'émotion, de la littérature, c'est du travail, du travail dur. Le communisme, c'est dur, comme la terre est dure. Ça serait trop facile ! Il vole bien, l'oiseau, comme dit notre proverbe, mais on ne sait pas où il va se poser ! Attendons qu'il se pose.

◆

Un livre d'Emile Guillaumin. — Nous apprenons la parution prochaine d'un livre d'Emile Guillaumin : *Panorama de l'évolution paysanne* (1870-1935). Cet ouvrage sera en vente chez l'auteur, Emile Guillaumin, à Ygrande (Allier), au prix de 5 fr. 50 l'exemplaire.

◆

Revue Internationale du travail. — Le numéro de décembre contient une étude sur « la durée du travail et le repos des conducteurs de véhicules automobiles ». Outre des statistiques relatives au chômage on y trouve aussi un rapport sur les conditions de travail à la Martinique et l'exposé d'un « projet de réforme des conditions d'accès des jeunes travailleurs à l'activité professionnelle en Grande-Bretagne ».

◆

Trotsky en exil. — Dans *Révolution*, hebdomadaire rédigé par les exclus des jeunesses socialistes de la Seine, Fred Zeller parle de la visite qu'il a récemment faite à Trotsky en Norvège; il écrit notamment qu'il a vu « dans un petit village perdu dans la montagne, un petit chalet en bois dans lequel le grand stratège de la révolution d'octobre 17, le fondateur et l'organisateur de l'armée rouge a loué deux pièces pour lui et sa vieille Nathalie, l'admirable et fidèle compagne... » « Je m'attendais, poursuit Zeller, à voir un homme arrogant, la haine à la bouche. J'ai vu un homme tantôt mélancolique, tantôt lançant des éclairs quand il parle de sa lutte héroïque au côté de Lénine et de la « vieille garde bolchevique », pour arriver à porter au pouvoir les ouvriers et les paysans. Je m'attendais à voir un homme pourri d'argent : Trotsky est dans la misère... Je m'attendais à voir un homme découragé et aigri. J'ai vu un homme fatigué, malade, mais plein de confiance et de foi dans les destinées révolutionnaires du prolétariat mondial. »

◆

Nous avons reçu :

Qu'est-ce que la Fédération communiste libertaire ? (Une brochure, 0 fr. 50, en vente chez Carpentier, 46, rue Heurtault, à Aubervilliers, Seine).

Barthélemy de Ligt : *Mobilisation contre toute guerre !* (Une plaquette, Editions « Pensée et Action », 19, Maison des Artistes, Grand'Place, à Bruxelles.)

LA VÉRITÉ SUR L'U. R. S. S.

Sans commentaires

Nous reproduisons le début d'une dépêche du correspondant du *Temps* à Moscou en date du 4 janvier. Nous nous sommes bornés à en souligner le passage essentiel, tout commentaire nous paraissant superflu :

Le démenti que l'agence Tass a été autorisée à publier récemment concernant les bruits de dévaluation du rouble et de l'introduction d'une nouvelle monnaie vient couper court aux diverses interprétations plus ou moins fantaisistes auxquelles avait donné lieu la suppression des torgsin. *Cette suppression, décidée en même temps que la création d'un rouble touriste à trois francs, avait provoqué des conjectures erronées et certains mouvements de panique et de spéculation.*

EN FAIT, LA POLITIQUE FINANCIÈRE A LAQUELLE LES DIRIGEANTS ENTENDENT RESTER FIDÈLES EST TOUJOURS MARQUÉE PAR L'UNIFICATION ET LA BAISSE DES PRIX, LA REVALORISATION INTÉRIEURE DU ROUBLE ET LA DÉFLATION, TOUTES MESURES RENDUES POSSIBLES PAR LE RELÈVEMENT DE LA PRODUCTION DEPUIS UN AN.

◇◆◇

La méthode Stakhanov

CHEZ LES MINEURS

Nous croyons utile de reproduire l'essentiel de l'opinion exprimée par Georges Dumoulin dans un article du Populaire (26 *décembre* 1935).

Alexis Stakhanof a abattu 102 tonnes de charbon dans un poste de six heures. Après lui, Dioukanoff a abattu 115 tonnes dans le même temps; Koutsidaloff est arrivé à 125 tonnes. Stakhanof les a battus avec 175 tonnes en six heures, puis il est parvenu à abattre 227 tonnes, et il a été lui-même vaincu par Artioukhoff, qui a décortiqué 536 tonnes de charbon en six heures, à l'aide de son marteau pneumatique.

Ces chiffres portent la marque de l'extravagance. Ils n'ont de valeur que pour des publicistes inexpérimentés, attachés à un service de propagande. Ils impressionnent douloureusement les mineurs des pays situés en dehors de la Russie. Ils auraient gagné à ne pas dépasser les frontières de l'U. R. S. S.

Car je ne vois pas dans le monde un chantier, une taille, dans une couche favorable où un seul homme puisse abattre plusieurs centaines de tonnes de charbon en six heures, avec un marteau-piqueur. Même en supposant qu'il ait derrière lui une forte équipe de spécialistes chargés du boisage, du remblai et de l'évacuation rapide du charbon abattu, de tels exploits ne sont pas réalisables. Même en admettant que l'ouvrier-athlète utilise les moyens catastrophiques, autrement dit les dégagements grisouteux, l'affaissement des terrains, le foudroyage, il parviendra difficilement à atteindre 100 tonnes et à les dépasser. Même en considérant qu'il s'est attaqué à un bloc de charbon isolé, détaché par avance du toit, ne tenant plus que par son adhérence au sol et ne demandant qu'à glisser sur une pente convenable, le rendement qui lui est attribué s'accompagne du doute.

A mon avis, ces procédés de propagande possèdent de graves inconvénients. Quand le mineur français, exténué après avoir abattu ses 20 ou 30 tonnes, dira à son porion et à son ingénieur qu'il ne peut pas aller au delà de ce rendement, ceux-ci lui citeront les normes stakhanovistes et les exploits des émulateurs soviétiques. Et comme la méthode Stakhanof se propage dans les diverses industries soviétiques, ayant déjà ses athlètes et ses champions dans la métallurgie et une héroïne dans le textile qui conduit plusieurs centaines de métiers, les travailleurs des pays capitalistes ne pourront pas appuyer leurs revendications sur des exemples tirés de la Russie Soviétique. Je sais ce qu'on va me dire. Les travailleurs russes travaillent pour eux, pas pour des actionnaires. Les stakhanovistes qui se distinguent touchent des roubles supplémentaires et jouissent de privilèges. Ce n'est pas ce qu'il y a de plus beau dans le salariat. Et les autres, les boiseurs, les remblayeurs, les manœuvres, ceux qui coopèrent à la performance du champion ? Quel est leur salaire ? Où sont leurs privilèges ? Voyons ! Dans la mine, l'homme qui pousse le marteau-piqueur n'est pas précisément le véritable homme du métier. L'homme du métier est celui dont la capacité s'exerce pour assurer la sécurité. C'est lui le vrai mineur; l'autre, c'est le champion.

Aussi, malgré les raisons, bonnes ou mauvaises, que l'on pourra donner pour justifier cette forme de propagande, je préférerais que la Russie nous fût présentée autrement que par des chiffres fantastiques, autrement qu'à travers des légendes et des contes prodigieux.

Et le socialisme ! Vous pensez qu'il trouve son compte là-dedans ? Je croyais que nous élaborions la construction d'une société dans laquelle tous les hommes ayant dompté les machines, supprimé la plus-value et anéanti les classes, réalisaient leur bien-être, leur affranchissement total en réduisant au minimum leur effort de production.

Si le socialisme reprenait à son compte les vieux procédés des fiers-à-bras, des costauds, des malabars de chantier, des marles d'atelier, des macas de la mine, des pousseurs de charge et des aboyeurs du travail, je ne vois pas en quoi il aurait émancipé le prolétariat.

G. DUMOULIN.

DANS LE TEXTILE

Dans un récent numéro, le *Peuple* de Bruxelles a reproduit ce récit de la « stakhanoviste » du textile, Maria Vinogradova :

Ma sœur et moi — déclarait Maria Vinogradova — sommes allées voir le directeur de la fabrique et nous lui avons demandé de nous laisser à chacune manœuvrer cent métiers. Il était disposé à accéder à notre demande, mais finit par ne nous donner que 94 *métiers. Dusya et moi étions tristement désappointées, et nous avons insisté pour qu'il nous permette de manœuvrer* 100 *métiers, et, en fin de compte, il nous l'a accordé. Plus tard, quand nous avons appris que d'autres tisseurs se chargeaient de* 140 *métiers, nous nous sommes décidées à en prendre* 144. *Et maintenant, non seulement nous manœuvrons efficacement* 144 *métiers chacune,* mais nous avons largement le temps de nous occuper d'œuvres sociales volontaires en sus. *Et s'il se trouve un tisseur qui se charge de* 144 *métiers, nous prendrons* 200 *métiers. Nous ne céderons la palme à personne.*

Le *Peuple* a fait suivre cette reproduction de l'opinion du secrétaire de l'Internationale du Textile, Shaw :

Pourquoi les gens — écrit Shaw — ne se donnent-ils pas la peine d'apprendre quelque chose de la technique qu'ils discutent ? Tout d'abord, combien de métiers Maria avait-elle pour commencer ? Elle et sa sœur vont en demander 100. *Puis, dit-elle, si quelqu'un va en demander davantage, nous en demanderons* 200. *On est tenté de demander combien de travail elles faisaient avant de demander* 100 *métiers, parce que, si elles peuvent doubler le travail qu'elles font maintenant avec* 100 *métiers, elles devaient passer le temps à dormir dans les anciennes conditions. Pour un tisseur de métier, ce bavardage à propos de* 200 *métiers est à faire crever de rire. Il faudrait à Maria un avion ou un train express rapide pour lui permettre de vaquer à son travail. Pendant qu'elle y était, pourquoi s'est-elle arrêtée à* 200 *métiers ? Assurément, elle pourrait se faire monter un atelier de tissage assez vaste pour en prendre* 2.000 *!* »

LA SITUATION MILITAIRE EN ÉTHIOPIE

Voici, tiré du Daily Herald *du 30 décembre 1935, un exposé de la situation militaire en Ethiopie, exposé qui semble tout à fait vraisemblable.*

...Dans le Nord, la ligne du maréchal Badoglio forme un large V dont Makalé occupe le centre. Sa gauche se trouve quelque part dans le désert des Danakils, et sa droite dans les montagnes Shire.

Ses troupes se trouvent totalement immobilisées tandis que le ras Seyoum et le ras Kassa qui, très sagement, se refusent à toute grande bataille, portent une série de coups rapides ici et là tout le long du front, qui peuvent obliger bientôt les Italiens à se retirer.

Ces coups sont portés par de petits corps très mobiles de 5.000 hommes environ qui trouvent facilement à se protéger des avions grâce aux profondes vallées.

Des attaques soudaines, parfois suivies de succès, parfois non, tombent ainsi du ciel sur les lignes italiennes.

Si l'attaque rate, la troupe est rapidement retirée, et le lendemain c'est un autre coup qui est porté en un tout autre endroit.

Cette habile tactique est très démoralisante pour les hommes qui tiennent les lignes italiennes en ce pays terriblement difficile dans lequel il est pratiquement impossible d'amener rapidement des renforts d'un point du front à l'autre, étant donné l'absence de tout chemin de rocade.

Il commence à être visible que les troupes indigènes italiennes qui, au début, ont supporté tout le poids des combats, ont été terriblement secouées.

Comme son prédécesseur, le maréchal Badoglio gardait en réserve ses troupes européennes, soit parce qu'il désirait leur éviter des pertes, soit parce qu'il n'avait guère confiance dans leurs qualités combattantes, mais maintenant il est en train de les porter sur la ligne de front, ce qui indique ses craintes.

Il a déjà été obligé, sur sa droite, au nord et à l'ouest d'Aksoum, d'abandonner ses positions les plus avancées. Les 26 et 27 décembre, il s'en fallut de bien peu que les Italiens ne puissent conserver le défilé d'Af-Graga qui n'est qu'à 25 kilomètres d'Aksoum.

Au centre, il semble qu'on ne saurait mettre en doute l'affirmation des Ethiopiens selon laquelle leurs troupes se seraient emparées d'Abbi-Addi, capitale du Tembien, que les Italiens prétendent toujours occuper solidement.

Abbi-Addi n'est qu'à quelques kilomètres de Makalé. Et on annonce que trois armées éthiopiennes convergent actuellement vers Makalé. Mais ceci peut n'être qu'un bruit lancé pour tromper les Italiens. Il se peut que le prochain coup soit porté en un tout autre point.

Il paraît de plus en plus probable que, d'ici une semaine ou deux, Badoglio sera obligé soit de lancer une grande offensive dans l'espoir de mettre fin à ces continuelles attaques, soit au contraire de se reculer afin de raccourcir ses lignes.

Pourra-t-il lancer une offensive ? Cela dépend à la fois du moral de ses troupes et de son état de préparation.

Ni l'un ni l'autre ne paraissent excellents. Tous les rapports dignes de foi donnent l'impression que les choses vont très mal derrière la ligne de front.

Les nouvelles routes si vantées sont incapables de répondre à l'effort qu'on leur demande. Sur tous les chemins allant à Asmara et sur ceux qui vont d'Asmara à Massaouah règnent l'embouteillage et la confusion.

Le maréchal Badoglio pourra peut-être arranger cela avec le temps, mais pour le moment une grande offensive ne semble guère possible. S'il en est ainsi, la retraite paraît inévitable.

...Tous les calculs italiens se sont trouvés contredits par les faits. Les Italiens comptaient surtout sur leurs avions et leurs tanks légers. Ce furent deux erreurs.

Le terrain s'est révélé comme trop difficile pour les tanks. Et quant aux avions, nos gens de la frontière du nord-ouest auraient pu leur apprendre combien est limité l'usage que l'on peut faire de l'aviation dans un pays de gorges et de profondes vallées. Si les avions volent bas, ils ne peuvent virer; s'ils volent haut, ils ne peuvent voir.

En fait, les Abyssins sont en train de démontrer pour la centième fois que, dans un pareil pays, des troupes mobiles et légères sont beaucoup plus efficaces qu'une armée encombrante chargée de toutes sortes d'attirails.

Et les Italiens prouvent pour la centième fois la vérité de cette remarque : à savoir que la seule leçon que donne l'histoire, c'est qu'elle ne nous apprend rien.

◇◆◇

RADEK ET LA GUERRE

Simone Téry a posé à Karl Radek une question redoutable : « Et la guerre, y croyez-vous ? » Dans *Vendredi*, elle rapporte les réponses qui lui furent faites :

— Je vois partout des menaces de guerre. Et si une guerre commençait, que ce soit entre des Etats capitalistes ou contre l'U. R. S. S., elle mettrait le feu au monde entier.

— Et une guerre serait un grand danger pour l'U. R. S. S. ?

— Elle serait un bien plus grand danger pour les pays capitalistes ! s'écrie Radek. Nous sommes la seule puissance stable dans le monde, le pays le plus fort ! Que les pays qui ont envie ou besoin de la guerre soient fermement convaincus de la solidité de l'alliance franco-soviétique, et cela diminue considérablement les chances de guerre. Un acte diplomatique ne signifie pas grand'chose si la nation entière, les paysans, l'armée, n'en comprennent pas la nécessité. Ce qui me semble grave, c'est l'inconscience de ceux qui feignent de penser que l'alliance tsariste était de plus de poids pour la France que la nôtre. C'est stupide : la Russie des tsars était faible, inculte, corrompue. Nous, aujourd'hui, nous sommes forts, dix fois plus forts ! Nous progressons tous les jours, mais telle qu'elle est aujourd'hui l'U. R. S. S. est déjà invincible ! Bainville ou Bernis, quand ils sous-estiment la puissance de l'U. R. S. S., travaillent pour le roi de Prusse. Comment ces « patriotes » ne comprennent-ils pas qu'ils font là envers l'Allemagne une politique de « capitulards » ?

« Talleyrand disait qu'une alliance ressemble aux rapports du cheval et de son cavalier. Toute la question est de savoir qui sera le cheval et qui le cavalier. Or, il est clair que, dans une alliance franco-allemande, c'est Hitler qui serait le cavalier ! »

— Et le Japon ?

Radek avance une lèvre inférieure méprisante, et puis il sourit, de son sourire métallique à dents d'or.

— Les Japonais, dit-il, peuvent nous mordre au derrière, mais la tête et le cœur ne sont pas là. Ce qui est sûr, c'est que si l'Angleterre, la France et l'U. R. S. S. restaient fermement solidaires, elles représenteraient ensemble une puissance telle que pas une nation n'aurait la folie de déclencher la guerre. Le gouvernement allemand le comprend si bien que tous ses efforts tendent à rompre cette solidarité. C'est pourquoi il faut bien savoir, dire et répéter que toute action séparée de l'un d'entre nous avec l'Allemagne augmenterait considérablement les chances de guerre !

Selon Radek, le rempart de la paix serait donc l'alliance anglo-franco-russe. Voilà quelque chose qui nous rappelle terriblement 1914 !

UNE CIRCULAIRE PATRIOTIQUE DE MAURICE THOREZ

Dans le dernier numéro des *Humbles*, Maurice Wullens a publié une circulaire récente et authentique du citoyen Maurice Thorez. Nous nous en voudrions de ne point placer ce texte curieux sous les yeux de nos lecteurs :

CHAMBRE DES DÉPUTÉS

Paris, le 8 novembre 1935.

Cher concitoyen,

Le 27 juin 1836 mourait, à Choisy-le-Roi, Rouget de l'Isle, auteur de la « Marseillaise », grand chant d'espoir aux accents duquel nos ancêtres luttèrent contre les tyrans et pour la conquête des libertés.

Au moment où des gens, tyrans modernes, rêvent d'enlever au peuple de France les libertés conquises au prix de lourds sacrifices, le centenaire de Rouget de l'Isle doit permettre à la vaillante population de notre canton, à ses organisations, à ses belles sociétés, de faire revivre avec l'aide du peuple français tout entier, comme en ce beau jour du 14 juillet 1935, les vieilles traditions françaises au cours de cérémonies et de réjouissances populaires.

Nous avons pensé qu'il appartenait aux élus de la population de prendre l'initiative de la formation d'un Comité d'organisation chargé de préparer le programme du centenaire.

C'est pourquoi nous prenons la liberté de vous inviter, comme représentant du groupement auquel vous appartenez, à une réunion qui aura lieu le vendredi 15 novembre, à 20 h. 30, à la mairie de Vitry, salle des mariages.

Avec l'espoir que vous voudrez bien nous honorer de votre présence, recevez, cher concitoyen, nos salutations empressées.

Maurice THOREZ, *député de la circonscription;* RIGAUD, *conseiller général, maire de Vitry;* CORNAVIN, *conseiller général;* G. MARRANE, *vice-président du Conseil général, maire d'Ivry.*

« *Léninisme gazeux* ». — Tel est le titre employé par *Le Rouge et le Noir*, hebdomadaire paraissant à Bruxelles, pour qualifier l'attitude des communistes staliniens de Jumet qui ont demandé que des masques à gaz soient remis à la population et que des abris soient construits. Sur ce, le *Drapeau rouge*, organe du parti communiste belge, a écrit :

Nous pensons que nos camarades de Jumet ont fait preuve de maturité politique et ont montré qu'ils savent donner à leurs principes léninistes un réalisme révolutionnaire profond.

Pour « profond » qu'il soit, ce « réalisme révolutionnaire » ne nous dit rien qui vaille. Il nous rappelle trop les sombres jours où les socialistes de chaque pays faisaient bloc avec leur bourgeoisie; il nous rappelle trop l'union sacrée.

ENTRE NOUS

Des numéros nous manquent...

Merci à tous ceux de nos camarades qui ont bien voulu répondre à notre précédent appel en nous adressant des exemplaires des numéros nous faisant défaut. Grâce à eux, nous avons pu constituer un certain nombre de collections complètes.

Malheureusement, nous n'avons pu en établir le nombre désiré. Il nous faudrait encore des exemplaires des numéros ci-après : 1931 : 121; 1932 : 126, 129; 1933 : 143, 145, 147, 161, 162, 163, 165; 1934 : 169, 170, 176; 1935 : 197.

Aussi renouvelons-nous notre appel auprès de nos abonnés qui pourraient éventuellement disposer d'un ou de plusieurs de ces numéros.

Notre Table des matières

Nous allons prochainement mettre à jour notre table des matières en publiant celle des années 1930, 1931, 1932, 1933, 1934 et 1935. Ainsi, ceux qui collectionnent la revue pourront en faire relier les onze premières années.

Versements des abonnés de soutien

Voici le détail des sommes que nous avons reçues en 1935 de nos abonnés de soutien :

Julien Aufrère, 200; Baldacci, 100; Béatrix, 120; Berthélemy, 80; C. Bory, 100; J.-B. Bory, 100; Bourillon, 50; Mlle Boyer, 100; Hélène Brion, 50; Bureau, 60; Finidori, 100; Clément Camus, 50; Chambelland, 40; Jean Chaneaux, 100; Cornec, 100; Lucien Cousin, 100; C. Raymond, 100; V. D. (Paris), 100; Delhermet, 100; Djoukitch, 200; Flouret, 150; Garnery, 100; N. Garnery, 100; V. Girard, 100; Godonnèche, 50; M. D. (Loire), 100; Hagnauer, 100; Lacoste, 100; Marcel Lancia, 200; Lebeau, 75; Leblanc, 100; Marot, 240; Marzet, 60; Maupioux, 50; Monatte, 100; Mouillaud, 60; Peynaud, 100; Pinty, 100; Raguier, 100; Richard, 60; Robert, 100; Lavergne, 40; Henriette Roland-Holst, 50; Sandillon, 50; L. T. (Seine), 100; Thévenon, 100; J. Vidal, 100; Mme Weil, 50; Giauffret, 50.

Merci à tous nos camarades !

A ceux qui n'ont payé qu'une partie de leur abonnement pour 1935 et à ceux qui n'ont rien versé du tout dans l'année, nous demandons de bien vouloir se mettre à jour sans tarder, évidemment dans la mesure de leurs possibilités.

A ceux qui sont à jour pour 1935 — le plus grand nombre — nous demandons de bien vouloir nous envoyer leur souscription pour 1936 le plus tôt possible.

Nous avons, en effet, besoin d'argent.

Quant aux camarades qui sont encore abonnés ordinaires et qui désireraient s'inscrire parmi les soutiens à 100 francs par an, ils seront toujours les bienvenus...

Notre souscription

Reçu de septembre à décembre : Meyssonnier (Côtes-du-Nord), 20; Martin (Drôme), 10; Glodeau (Seine), 5 ; Farsy (Pas-de-Calais), 10 ; Leblanc (Aisne), 10; Ménard (Paris), 5; Anonyme, 1; Abbas (Algérie), 20; Ammann (Rhône), 10; Albert (Aude), 5; A. Pelletier (Paris), 10; Wipff (Paris), 10; Joly (Paris), 10; Nouelle (Lot), 5; Barbet (Somme), 10; Tirouflet (Morbihan), 10; Laferrière (Paris), 10; Lagain (Côtes-du-Nord), 5; H. Grandjouan (Paris), 10; Mlle Chapotot (Paris), 5; Perret (Rhône), 10; Beau (Haute-Loire), 10; Henri Sellier (Seine), 60; Briand (Ille-et-Vilaine), 5 ; Philippon (Cher), 10 ; G. Pelletier (Paris), 5; Norel (Belgique), 25; Gauzy (Gard), 20; A. Micolon (Loire), 4; Anonyme, 15; De Groote (Paris), 10; Fradin (Paris), 10; Lucile Pelletier (Paris), 30; Martineau (Paris), 10; Henry Poulaille (Seine), 20; Naudin (Maine-et-Loire), 5; Villebonnet (Creuse), 3; Farsy (Pas-de-Calais), 10; Pilandon (Seine), 10; Delsol (Paris), 10; Soulier (Seine), 10; Bordes (Rhône), 10. — Total de la présente liste : 483 francs.

Surtout, faites-nous des abonnés !

Le gérant : M. CHAMBELLAND.

LA COOTYPOGRAPHIE, 14, R. DE METZ, COURBEVOIE. TÉL. 280

D'abord, comprendre !

Le volume que nous offre la collection de la " Révolution Prolétarienne ", est une nouvelle édition de l'ouvrage du même auteur, publié en 1925 par la *Librairie du Travail* et portant le même titre. La présente édition nous donne un livre nettement supérieur au premier. *Louzon* domine mieux son sujet. Il l'a médité et creusé et il fait bénéficier le prolétariat du fruit de son étude et de ses observations.

La présente *Economie capitaliste* est d'une tenue plus hautement scientifique que la première. *Louzon* s'est attaché, tant dans l'exposé des principes que dans la démonstration des problèmes, à éviter la métaphysique des arguments psychologiques pour s'appuyer sur la réalité scientifique. Il le fait avec le maximum de simplicité, sans aucune pédanterie, en essayant d'être concret le plus possible...

...Il est impossible, dans le cadre de ce compte rendu, de citer tout ce qui, à divers titres, est intéressant dans ce livre et de le discuter. Nous en recommandons vivement la lecture et même l'étude à nos camarades. Ceux qui veulent connaître la conception marxiste de l'économie capitaliste trouveront là l'enseignement clair et complet qu'il leur faut.

" LE FONCTIONNAIRE SYNDICALISTE "
(Décembre 1935)

Lisez tous :

l'Economie Capitaliste

Principes d'économie politique
par Robert LOUZON

Un volume, envoyé franco contre 12 francs versés
à notre Compte postal : " LA RÉVOLUTION PROLÉTARIENNE " 734-99 Paris

Civilisation !

C'est, affirme le Duce, pour " civiliser " les Ethiopiens qu'il leur fait la guerre. Nous aussi, et depuis bien plus longtemps, nous avons nos " civilisateurs ".

Nous pouvons juger leurs exploits

En Indochine, ils ont fait couler...

...un fleuve de sang

Tel est le titre de notre brochure sur Deux ans d'Indochine. — Effroyable bilan, terrible réquisitoire — Des milliers d'Indochinois ont été mis à mort. — D'autres milliers meurent à petit feu dans les prisons et les bagnes. — L'œuvre "colonisatrice" de notre bourgeoisie est, ineffaçablement, marquée du sang de ses victimes.

Montrez la civilisation bourgeoise, démocratique ou fasciste, au travail

en diffusant

UN FLEUVE DE SANG

Une brochure de 50 pages : 1 fr. Prix spéciaux par quantité pour la diffusion.